BILAN SOCIO ÉCONOMIQUE

RÉGION DE LAVAL

Office de planification et de développement du Québec

Québec

92-02992/

Document préparé et rédigé par
la Direction régionale
de Montréal

Recherche et rédaction

Alain Dufour
Martial Fauteux

Traitement de texte

Ginette Dupuis

Cartes

Service de l'urbanisme
de Ville de Laval
OPDQ

Graphiques

Sylvie Lambert

Révision et édition

Service des communications

La collection des bilans socio-économiques régionaux relève de
la Direction des études et politiques régionales de l'OPDQ.

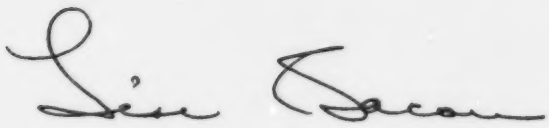
Dépôt légal — 3e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-550-21009-3

PRÉFACE

Je me joins à la Direction de l'Office de planification et de développement du Québec pour présenter le bilan socio-économique de Laval, et je souhaite que ce document constitue un outil de première main pour tous ceux et celles qui œuvrent au développement de la région.

Il s'agit là d'un recueil de statistiques et de données socio-économiques pouvant permettre aux citoyennes et citoyens, ainsi qu'aux organismes du milieu, de mieux saisir les réalités régionales pour une meilleure compréhension de leur évolution comme région.

En tant que ministre responsable du développement régional, je remercie les représentants des organismes qui ont accepté de participer à la réalisation de cet ouvrage.



Lise Bacon
Vice-première ministre
Ministre de l'Énergie et des Ressources
Ministre responsable du développement régional

PRÉSENTATION

L'Office de planification et de développement du Québec produit et diffuse depuis quelques années la collection des bilans socio-économiques régionaux.

Ces bilans ont pour objectif de faire le point sur l'évolution récente de la région et d'identifier ses grandes tendances socio-économiques. Ils sont destinés à un large public.

Nous présentons cette fois le bilan socio-économique de la région de Laval. Nous pensons que la diffusion de ce document, contenant des données et des analyses récentes, fournira un outil utile à tous nos partenaires qui œuvrent au développement de la région lavalloise.

Le directeur général adjoint
Régions ouest du Québec,
Pierre Deland

AVANT-PROPOS

Le bilan socio-économique de Laval contient des informations sur cette ville de taille importante qui est également à elle-seule une MRC et une région administrative.

Il s'agit du premier bilan réalisé pour cette région par la direction régionale de l'OPDQ à Montréal. Ce document couvre des éléments associés aussi bien à la population, à l'économie et à l'espace qu'à l'actualité régionale.

Ce bilan trace essentiellement un profil descriptif de Laval, lequel est susceptible de connaître un enrichissement au cours des prochaines mises à jour. Les statistiques qui constituent la matière première de ce dossier se rapportent principalement aux années 1986 à 1989.

La Direction régionale tient à remercier les différents services municipaux et les organismes associés à la Ville de Laval pour leur collaboration importante à la réalisation de ce bilan, notamment au plan des données statistiques et cartographiques. Elle remercie particulièrement le service de l'urbanisme pour la confection de la plupart des cartes qui accompagnent ce document.

La Direction régionale souhaite que ces informations servent à tous ceux et celles qui sont concernés par le développement de la région de Laval.

Le directeur régional du
développement à Laval et Montréal,
Bryant McDonough

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE III
PRÉSENTATION V
AVANT-PROPOS VII
LISTE DES TABLEAUX XI
LISTE DES CARTES XII
LISTE DES GRAPHIQUES XII
LISTE DES ABRÉVIATIONS XIII

INTRODUCTION 1

PARTIE 1: LES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES 5

1.1 La population et les ménages 5
1.1.1 La démographie 5
1.1.2 La langue et l'origine ethnique 9
1.1.3 La scolarité et les revenus 11
1.1.4 La culture 12
1.1.5 Le logement 13
1.1.6 La diversité lavalloise 13
1.2 Le marché du travail 16
1.2.1 La main-d'œuvre 17
1.2.2 L'emploi et les personnes occupées 22

PARTIE 2: LES GRANDS SECTEURS DE L'ÉCONOMIE 27

2.1 Le secteur tertiaire 27
2.1.1 Le commerce 27
2.1.2 Les autres activités tertiaires 27
Le tourisme 32
La recherche et le développement (R-D) 33
2.2 Le secteur secondaire 33
2.2.1 Les activités manufacturières 34
2.2.2 La construction 39
2.3 Le secteur primaire 42
2.4 L'investissement 43
2.4.1 Les dépenses privées 43
2.4.2 Les dépenses publiques 43

PARTIE 3: LES ESPACES ET LES ÉQUIPEMENTS 47

3.1 L'évolution de l'urbanisation 47
3.2 L'occupation des sols et le schéma d'aménagement 49
3.3 Les équipements et les services publics 54
3.3.1 Un pôle régional 54
3.3.2 Les infrastructures de transport 54
3.3.3 Les réseaux scolaires, de santé et de services sociaux 55
3.3.4 Les équipements communautaires 56
3.3.5 Les équipements de traitement des eaux 56

PARTIE 4: ACTUALITÉ RÉGIONALE ET DOSSIERS PRIORITAIRES 59

4.1 L'actualité régionale et les agents socio-économiques 59
4.2 Les dossiers prioritaires 62

CONCLUSION 65

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Population et ménages, Laval, 1976, 1981 et 1986	6
Tableau 2	Population selon la langue maternelle, Laval et île de Montréal	9
Tableau 3	Population selon l'origine ethnique, Laval et île de Montréal	10
Tableau 4	Population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Laval et île de Montréal, 1986	10
Tableau 5	Scolarité de la population de 15 ans et plus, Laval, 1986	11
Tableau 6	Revenus des particuliers, Laval	12
Tableau 7	Caractéristiques des logements, Laval et région métropolitaine de Montréal, 1986	14
Tableau 8	Logements mis en chantier, Laval	14
Tableau 9	Déplacements quotidiens dans la région métropolitaine de Montréal, 1987, motif travail	16
Tableau 10	Indicateurs du marché du travail, Laval	18
Tableau 11	Prestataires réguliers actifs de l'assurance-chômage, Régions de Laval et de Montréal	20
Tableau 12	Bénéficiaires de la sécurité du revenu aptes et disponibles au travail, Régions de Laval et de Montréal	21
Tableau 13	Main-d'œuvre selon le grand groupe de profession et le sexe, Laval, 1986	21
Tableau 14	Taux d'activité et taux de chômage selon le sexe et l'ancienne municipalité, Laval, 1986	22
Tableau 15	Répartition de l'emploi et des personnes occupées selon l'activité économique, Laval, 1986	23
Tableau 16	Répartition de l'emploi par activité économique, Laval	28
Tableau 17	Établissements de 231 employés et plus, Laval, 1988	31
Tableau 18	Établissements du secteur tertiaire, Laval	32
Tableau 19	Hébergement, Laval	33
Tableau 20	Tourisme de congrès, Laval	33
Tableau 21	Répartition de l'emploi manufacturier, Laval	35
Tableau 22	Développement industriel, Laval	39
Tableau 23	Construction à Laval	40
Tableau 24	Investissements privés et publics, Laval, 1987 à 1989	44
Tableau 25	Investissements selon le secteur d'activité économique, Laval, 1989	44
Tableau 26	Dépenses du secteur public en immobilisations et en réparations par type d'organisme, Laval, 1987 à 1989	45
Tableau 27	Utilisation du sol, Laval	50
Tableau 28	Parcs industriels, Laval, 1989	52

Tableau 29 Établissements et effectis scolaires, Laval 57
Tableau 30 Établissements de santé et de services sociaux, Laval, 1989 57

LISTE DES CARTES

Carte 1 Laval, Localisation régionale 3
Carte 2 Laval, Anciennes municipalités 15
Carte 3 Laval, Utilisation du sol 51
Carte 4 Laval, Industries 53
Carte 5 Laval, Grands équipements urbains 58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 Évolution du volume de la population, Laval, 1961 à 2001 7
Graphique 2 Distribution de la population selon le groupe d'âge et le sexe, Laval, 1971 et 1986 8
Graphique 3 Taux de chômage selon le sexe, Laval, 1971 à 1986 19
Graphique 4 Taux d'activité selon le sexe, Laval, 1971 à 1986 20
Graphique 5 Répartition des personnes occupées et de l'emploi, selon l'activité économique, Laval, 1986 24
Graphique 6 Répartition des personnes occupées et de l'emploi, selon l'activité manufacturière, Laval, 1986 25
Graphique 7 Répartition de l'emploi selon l'activité économique, Laval, 1981 et 1988 29
Graphique 8 Variation de l'emploi selon l'activité économique, Laval, 1981 et 1988 30
Graphique 9 Répartition de l'emploi selon l'activité manufacturière, Laval, 1981 et 1988. 36
Graphique 10 Variation de l'emploi selon l'activité manufacturière, Laval, 1981 et 1988 37
Graphique 11 Localisation de la clientèle des établissements manufacturiers de Laval, 1986 38
Graphique 12 Nombre de transactions immobilières, Laval, 1981 à 1989 41
Graphique 13 Valeur des transactions immobilières, Laval, 1981 à 1989 42

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BSQ	Bureau de la statistique du Québec
CEIC	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
CLSC	Centre local de services communautaires
CODEL	Corporation de développement économique de Laval
CRSSS	Centre régional de la santé et des services sociaux
CUM	Communauté urbaine de Montréal
HLM	Habitation à loyer modique
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MMSRFP	Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
MRC	Municipalité régionale de comté
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
ORT	Organisme régional de transports
RTA	Région de tri d'acheminement
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
STCUM	Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal
STL	Société de transport de la Ville de Laval
TCSSSL	Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval
UPA	Union des producteurs agricoles

INTRODUCTION

Laval est née en 1965 de la fusion des quatorze municipalités de l'île Jésus et des îles Laval. Elle couvre un vaste territoire de 245 kilomètres carrés situé au sein de la région métropolitaine de Montréal. La population lavalloise était en 1966 de 196 000 personnes; vingt ans plus tard, en 1986, elle se chiffrait à plus de 284 000.

Deuxième ville en importance au Québec par sa population et sa superficie, Laval est à la fois une île, une ville, une municipalité régionale de comté (MRC) et une région administrative. Elle est reliée aux régions avoisinantes par une douzaine de ponts et des routes qui mettent sa population en contact aussi bien avec les zones des Laurentides, au nord, qu'avec les zones de l'île de Montréal, au sud.

Laval bénéficie de plusieurs atouts pour appuyer son développement, dont voici les principaux:

— une localisation avantageuse, à proximité des aéroports internationaux de Dorval et Mirabel, au sein d'un important réseau de voies autoroutières;

— un marché de consommation de taille, à l'échelle de la métropole montréalaise, immédiatement accessible et engendrant des économies externes notables;

— une main-d'œuvre nombreuse, aux qualifications diverses;

— un marché immobilier actif, soutenu par des coûts de terrains et de bâtiments inférieurs à ceux de l'île de Montréal;

— un milieu d'affaires dynamique, bien appuyé par le leadership de ses représentants, entre autres la Chambre de Commerce de Laval et la CODEL;

— la présence grandissante d'entreprises de haut calibre et de services aux entreprises;

— l'existence de nombreux équipements d'accueil, pour les jeunes ménages aussi bien que pour les gens âgés.

La population régionale est relativement jeune malgré le vieillissement de sa structure d'âges. Les Lavallois sont généralement plus scolarisés que l'ensemble des Québécois. La participation au marché du travail est élevée et l'incidence du chômage moins forte que sur l'île de Montréal. La main-d'œuvre dépend toutefois des possibilités d'emplois existantes dans l'ensemble de la métropole: la majorité des travailleurs et travailleuses se déplacent pour occuper un emploi à l'extérieur de Laval.

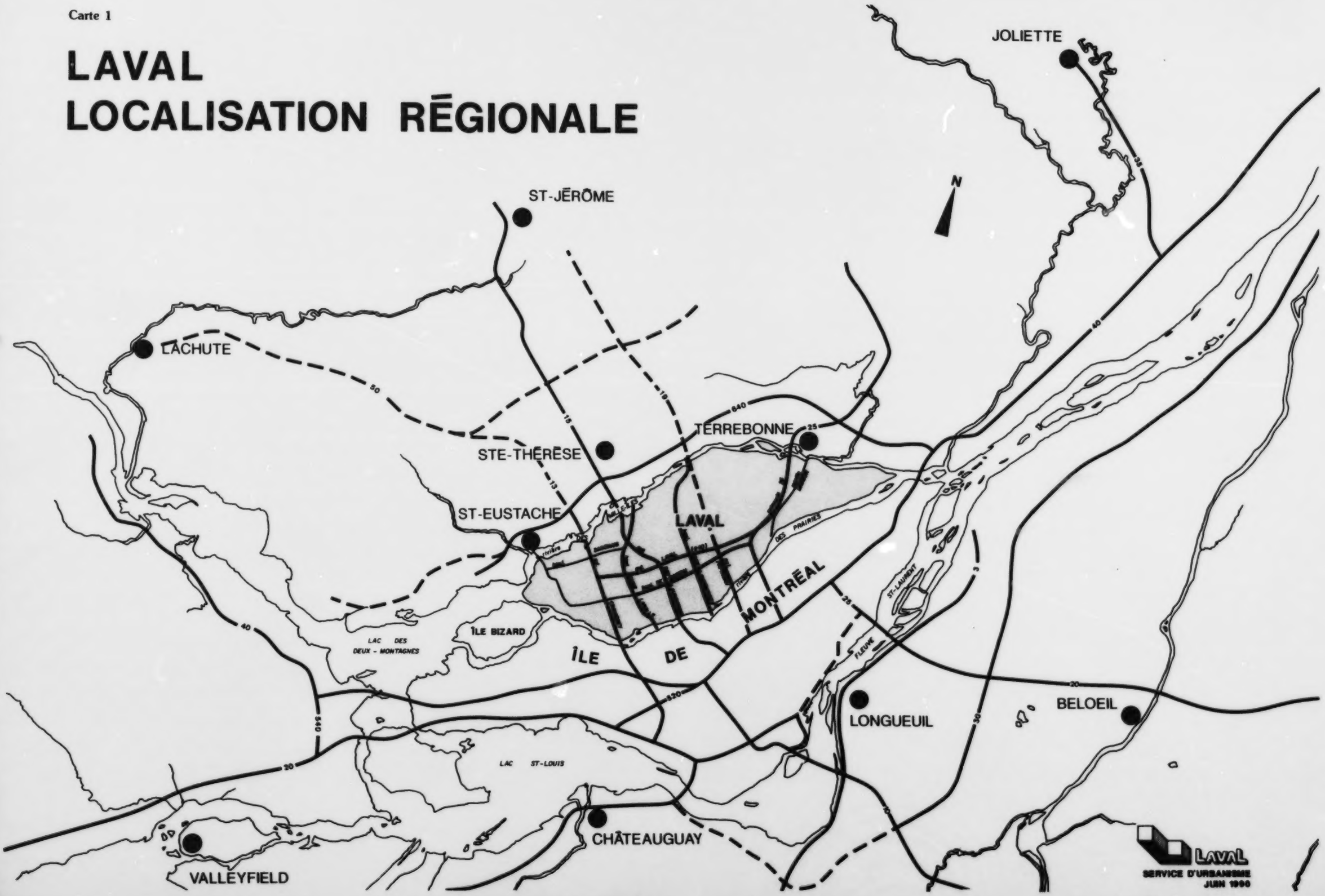
L'économie lavalloise offre plus de 94 000 emplois, dont 72 % dans des activités tertiaires, dominées par les commerces ainsi que par les services sociaux, commerciaux et personnels. On observe également la présence grandissante à Laval d'établissements d'affaires spécialisés et d'entreprises de haute technologie, notamment dans les domaines de la pharmaceutique et des biotechnologies. L'augmentation du nombre des espaces à bureaux a été particulièrement rapide au cours des récentes années. Les activités manufacturières regroupent près de 15 % de l'emploi de Laval; les produits métalliques, les aliments et boissons, les meubles et les articles d'ameublement sont les principales branches industrielles. Notons enfin l'existence de près de 300 exploitations agricoles.

La région subit toutefois les effets du ralentissement général de la croissance. Les investissements y ont baissé de façon notable, surtout en raison de la diminution de la construction résidentielle, ce secteur dominant fortement les investissements régionaux.

Enfin, en février 1990, le schéma d'aménagement de la MRC de Laval est entré en vigueur. Il trace les grandes lignes du développement de cette région au cours des prochaines années, soit la consolidation et la revitalisation de pôles de développement, la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre de vie ainsi que l'harmonisation des fonctions urbaines et du milieu naturel et agricole. Une politique économique en cinq axes appuie ces orientations d'aménagement: un parc scientifique et de haute technologie, le tertiaire moteur, le développement industriel, l'agriculture et le développement touristique.

Carte 1

LAVAL
LOCALISATION RÉGIONALE



PARTIE I: LES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1.1 La population et les ménages[1]

1.1.1 La démographie

Au recensement de 1986, la population lavalloise s'établissait à 284 164 personnes. Bien que la croissance démographique de Laval affiche une tendance à long terme au ralentissement, elle demeure plus élevée que celle de plusieurs autres ensembles régionaux.

La venue et la formation de nouveaux ménages restent toutefois importantes. De 1976 à 1986, plus de 28 000 ménages se sont ajoutés à Laval. Cette croissance d'environ 41 % est proportionnellement plus forte que celle de l'île de Montréal (11 %) ou celle de l'ensemble de la région métropolitaine (19,5 %).

Par ailleurs, entre 1981 et 1986, Laval a connu la plus faible arrivée nette de migrants depuis 30 ans (5 112) ; ceux-ci représentent 32,3 % de l'accroissement de la population. L'essentiel de la croissance repose donc sur la jeunesse relative de la population, malgré un faible taux de fécondité: entre 1981 et 1986, l'accroissement naturel équivalait à 67,7 % de la croissance comparativement à 46,9 % entre 1976 et 1981. Laval correspond de moins en moins à l'image d'une ville s'accroissant par la venue de ménages provenant du centre de la métropole; elle compte davantage sur son dynamisme démographique interne.

Ce dynamisme pourrait cependant être affecté par l'accélération du vieillissement de la structure d'âges. On constate en effet une diminution des moins de 20 ans: leur part de la population s'établissait à 27,8 % en 1986 alors qu'elle était de 39,0 % en 1976. Les 45-64 ans connaissent par contre un accroissement notable. La part des plus de 65 ans est certes inférieure à celle de l'île de Montréal (7,0 % contre 12,8 %) mais elle a enregistré une hausse deux fois plus élevée entre 1981 et 1986.

La population lavalloise est néanmoins globalement plus jeune que celle de Montréal, mais elle vieillit plus rapidement. Depuis 1961, l'âge moyen s'est accru de 8,8 ans à Laval comparativement à 6,6 ans pour l'île de Montréal ou l'ensemble du Québec. De 1976 à 1986, l'âge moyen y est passé de 29,6 à 33,7; par comparaison, en 1986, la moyenne d'âge de la population de l'île de Montréal était de 37,5 ans et de 34,6 ans au Québec.

Ce vieillissement de la population lavalloise pourrait susciter une diversification des besoins en matière de logements et de services de santé.

Par ailleurs, malgré la prédominance de ménages familiaux, 81,7 % en 1986, le nombre de ménages non familiaux est à la hausse, ayant vu sa part grimper de 15,1 % à 18,3 % entre 1981 et 1986. Les ménages lavallois sont en outre de taille de plus en plus petite: la part des ménages de 2 et 3 personnes est passée de 41,6 % à 51,9 % entre 1976 et 1986 alors que la part des ménages de 4 personnes et plus a diminué de 16,7 %. La chute de la fécondité, le fractionnement des anciennes familles, la présence de jeunes couples dont la famille n'est pas complétée, l'accroissement des familles monoparentales pourraient expliquer cette réduction de la taille des ménages.

Enfin, à moyen terme, la construction éventuelle du métro à Laval pourrait avoir un effet positif sur sa croissance. À plus long terme cependant, la faiblesse de la natalité et le vieillissement pourraient compromettre la croissance. Ce sont du moins des hypothèses à la base des dernières prévisions démographiques faites pour la région.[2] Selon ces dernières, la population lavalloise pourrait

1. La plupart des informations de cette partie se retrouvent de façon détaillée dans une série de huit bulletins publiés en 1987, 1988 et 1989 par le Service du budget et de la recherche de Laval. Cette série a pour titre général: *Laval et les données du recensement fédéral 1986*. La démographie a aussi fait l'objet d'une publication du même service: *Perspectives de la population pour ville de Laval et ses secteurs de recensement, 1991-2011*, janvier 1990, 80 pages.

2. Serge Benoît, *Perspectives de la population pour Ville de Laval et ses secteurs de recensement*, 1991-2001, pages 7 et 8.

atteindre 307 768 personnes en 1991 et se situer autour de 345 000 en l'an 2001.

TABLEAU 1
POPULATION ET MÉNAGES
Laval, 1976, 1981, 1986

1. POPULATION

			LAVAL	ÎLE DE MONTRÉAL	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
Nombre (en milliers)		1976	246,2	1 869,6	2 832,4
		1981	268,3	1 760,1	2 861,7
		1986	284,2	1 752,6	2 921,4
	1991	(Estimation)[1]	307,8	—	—
Variation	1976 - 1981	(%)	+9,0	-5,9	+1,0
	1981 - 1986	(%)	+5,9	-0,4	+2,1

2. MÉNAGES

		LAVAL	ÎLE DE MONTRÉAL	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
Nombre (en milliers)	1976	68,7	658,9	933,2
	1981	85,1	687,9	1 037,1
	1986	97,1	730,8	1 115,4
Variation	1976 - 1981 (%)	+23,9	+4,4	+11,1
	1981 - 1986 (%)	+14,1	+6,2	+ 7,5

3. POPULATION JEUNE ET GENS ÂGÉS

		LAVAL	ÎLE DE MONTRÉAL	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
Population de moins de 15 ans				
nombre (en milliers)	1981	58,1	298,5	569,8
	1986	56,5	276,7	543,8
pourcentage[2]	1981	21,7	16,9	19,9
	1986	19,9	15,8	18,6
Population de 65 ans et plus				
nombre (en milliers)	1981	15,4	202,3	262,3
	1986	20,0	224,3	298,6
pourcentage[2]	1981	5,7	11,5	9,2
	1986	7,0	12,8	10,2

1. Ville de Laval, Service du budget et de la recherche, *Perspectives de population pour Ville de Laval et ses secteurs de recensement, 1991-2011*, Janvier 1990, p.8.

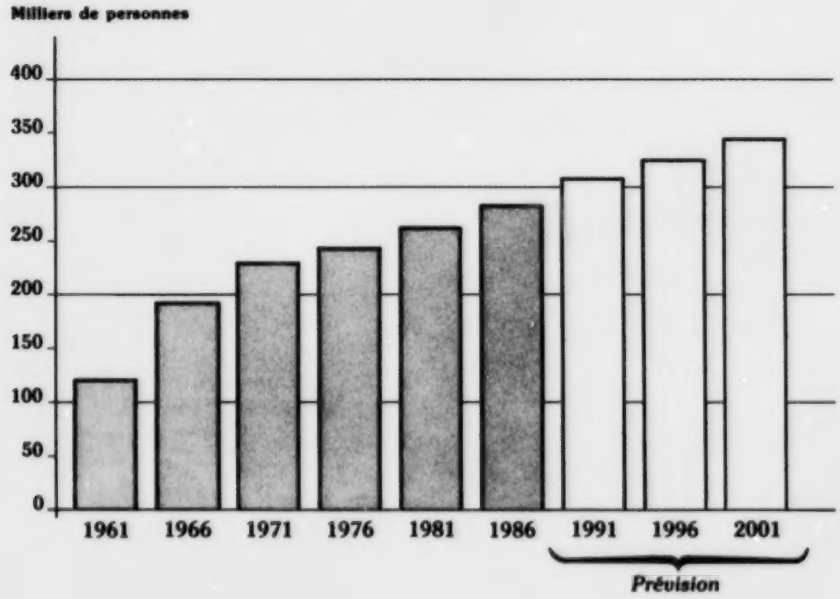
2. En pourcentage de la population totale.

Source: Compilation d'après des données de Statistique Canada, recensements de 1976, 1981 et 1986.

Graphique 1

Évolution du volume de la population

Laval, 1961 à 2001

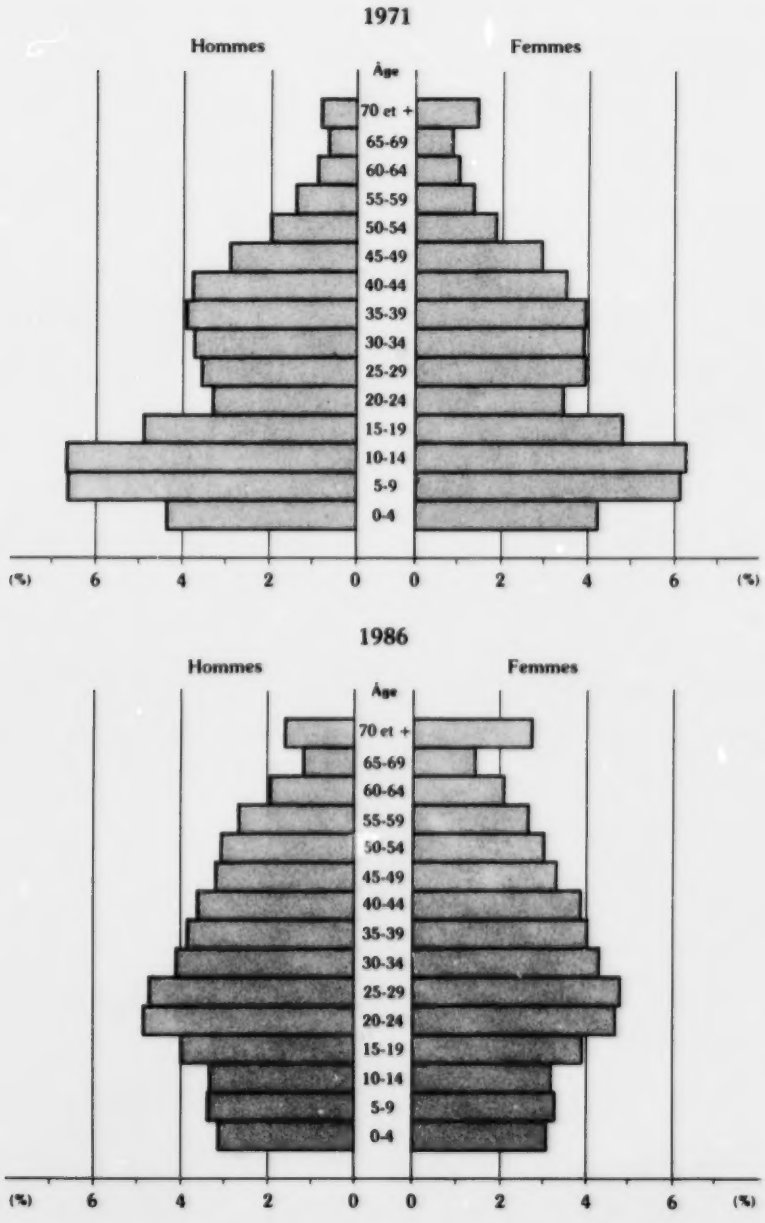


Source: D'après des données de la ville de Laval, Service du budget et de la recherche.

Graphique 2

Distribution de la population selon le groupe d'âge et le sexe

Laval, 1971 et 1986



Source: Statistique Canada, recensements 1971 et 1986.

1.1.2 La langue et l'origine ethnique

La région de Laval a un caractère majoritairement francophone: près de 79 % des gens ont le français comme langue maternelle et langue d'usage et près des trois quart des Lavallois et Lavalloises sont d'origine ethnique française. Ces proportions sont nettement plus élevées que celles observées de la région voisine, l'île de Montréal.

Le milieu est cependant de plus en plus diversifié. Il y a plus de gens ayant une langue maternelle autre que le français et l'anglais que de gens ayant l'anglais comme langue maternelle (24 915 contre 20 520). Les groupes ayant une langue maternelle autre que le français et l'anglais sont majoritairement formés de Grecs et d'Italiens. L'origine ethnique nuance cette observation: les francophones sont au premier rang et les gens d'origine italienne viennent au deuxième rang, suivi dans l'ordre par les groupes britannique, grec et juif. Un décalage existe toutefois entre l'origine des individus et leur situation actuelle. Par exemple, il y a à Laval 10 600 personnes d'origine italienne, mais seules 3 620 de celles-ci utilisent encore la langue italienne à la maison. Une situation semblable existe chez la population d'origine grecque: 5 765 des 8 490 personnes ayant cette origine parlent encore le grec à la maison.[1]

Comme dans l'ensemble de la métropole, la force d'attraction de la langue anglaise s'exerce sur le groupe allophone. La part des langues autres que le français et l'anglais est plus faible du côté de la langue d'usage que du côté de la langue maternelle alors que l'anglais a une part de 7,2 % comme langue maternelle et de 9,3 % comme langue parlée à la maison.

TABLEAU 2
POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE
Laval et Île de Montréal, 1986
Répartition en pourcentage

	LAVAL	ÎLE DE MONTRÉAL
Population totale	**100,0**	**100,0**
Une seule langue	**94,8**	**93,1**
français	(78,2)	(57,5)
anglais	(7,2)	(19,0)
grec	(2,5)	(1,7)
italien	(2,4)	(6,0)
portugais	(0,6)	(1,0)
allemand	(0,6)	(0,5)
arménien	(0,6)	(0,4)
espagnol	(0,4)	(1,0)
arabe	(0,3)	(0,6)
autres	(1,4)	(5,3)
Plusieurs langues	**5,2**	**6,9**

Sources: **Service du budget et de la recherche, Ville de Laval, *Laval et les données du recensement fédéral 1986*, bulletin no. 8 tableau 2.**
Commission de formation professionnelle de la région Montréal Métropolitain, *Profil socio-démographique, Île de Montréal et Laval*, novembre 1988, tableaux 8 et 21.

1. Ces exemples sont donnés dans le bulletin 8, *Les caractéristiques culturelles*, de la série *Laval et les données du recensement fédéral* 1986, préparé par le Service du budget et de la recherche de Laval, mars 1989, pages 3 et 4.

Sans présenter une mosaïque ethnique aussi étendue que celle de Montréal, les communautés culturelles ont maintenant une plus forte présence à Laval. Ce n'est pas sans raison que depuis 1986-1987 les commissions scolaires recevant des élèves non francophones ont dû tripler leurs services d'accueil.[1] De même, pour tenir davantage compte des groupes ethniques, l'administration lavalloise a créé en juin 1990 un Conseil consultatif multiculturel afin de la conseiller dans le cas de politiques et actions auprès des communautés culturelles.

TABLEAU 3
POPULATION SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
Laval et Île de Montréal, 1986
Répartition en pourcentage

	LAVAL	ÎLE DE MONTRÉAL
Population totale[1]	100.0	100.0
Réponses uniques	93.4	88.3
française	74.7	52.8
britannique	3.4	7.8
italienne	3.8	8.0
juive	2.4	4.2
autochtone	0.2	0.2
grecque	3.0	2.0
noire	0.4	1.7
autres	5.5	11.6
Réponses multiples	6.6	11.7

1. Population vivant hors-institution seulement.

Source: Service du budget et de la recherche, Ville de Laval, *Laval et les données du recensement fédéral 1986*, bulletin no. 8, tableau 4.

TABLEAU 4
POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LA LANGUE PARLÉE À LA MAISON
Laval et Île de Montréal, 1986
Répartition en pourcentage

	Langue parlée à la maison[1]		Langue maternelle[1]	
	Laval	Île de Montréal	Laval	Île de Montréal
Population totale	100	100	100	100
Réponses uniques[1]	94,0	91,5	94,8	93,1
français	78,8	56,6	78,6	57,5
anglais	9,3	23,0	7,2	19,0
autres	5,9	11,9	8,8	16,6
Réponses multiples[1]	6,0	8,5	5,2	6,9

1. Pour la première fois en 1986, Statistique Canada permettait aux recensés de déclarer plus d'une langue (réponses multiples) ou bien de n'en déclarer qu'une (réponse unique).
La langue maternelle recouvre la première langue apprise par un individu dans son enfance.
La langue d'usage est celle que les gens utilisent habituellement à la maison.

Sources: Ville de Laval, Service de budget et de la recherche, *Bulletin 8: les caractéristiques culturelles*, mars 1989 et *Bulletin 5: la langue maternelle*, février 1988.

1. Information obtenue de la direction régionale de Laval-Laurentides-Lanaudière du ministère de l'Éducation, mai 1990.

1.1.3 La scolarité et les revenus

Revenus et scolarité sont deux aspects interreliés. Généralement, plus une population a une scolarisation élevée, plus les revenus ont tendance à être élevés. Inversement, de faibles revenus correspondent souvent à une sous-scolarisation.

Au recensement de 1986, 62,7 % des Lavallois avaient au moins un diplôme de niveau secondaire ; cette proportion était de 59,0 % pour les résidants de l'île de Montréal. La même année, les revenus moyens déclarés à Laval par les individus et par les ménages dépassaient ceux observés sur l'île de Montréal, respectivement dans des proportions de 10 % et de 21 %.

En raison de sa population généralement plus jeune, Laval a proportionnellement moins de gens faiblement scolarisés que l'île de Montréal ou l'ensemble du Québec. Par contre, la part de ceux et celles ayant une scolarité universitaire y est moindre qu'à Montréal. L'importance des gens ayant une scolarité moyenne (secondaire ou Cegep) ressort en fait davantage, reflétant les caractéristiques de la main-d'œuvre spécialisée et tertiaire de la région lavalloise.

Par ailleurs, les plus récentes données disponibles font état en 1987 d'un revenu moyen de 20 926 $ pour les particuliers de Laval, comparativement à 20 543 $ pour ceux de l'île de Montréal. La même année, on observait que 42,8 % des Lavallois gagnaient plus de 20 000 $, cette proportion étant de 37,6 % pour l'île de Montréal et de 34,2 % pour la ville de Montréal. On note également que de 1982 à 1987, le revenu moyen des Lavallois s'est accru à un rythme presque comparable à celui de l'indice des prix à la consommation.

La situation socio-économique relativement favorable de la population ne doit toutefois pas faire oublier que 14 % des familles de Laval vivent sous le seuil de faible revenu défini par Statistique Canada ; 43 245 personnes, appartenant à de telles familles ou des personnes seules, y vivent dans la pauvreté selon les critères de Statistique Canada.

TABLEAU 5
SCOLARITÉ DE LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS
Laval, 1986

	Laval		
	Nombre	**%**	**Île de Montréal (%)**
N'ayant pas atteint la 9e année	39 695	17,7	23,2
9e — 13e année			
sans certificat	43 800	19,5	17,9
avec certificat	41 815	18,7	14,3
Certificat ou diplôme école de métiers	8 325	3,7	2,5
Autres études non-universitaires			
sans certificat	20 660	9,2	8,0
avec certificat	31 505	14,1	11,2
Études universitaires			
sans grade	20 110	9,0	10,3
avec grade	18 180	8,1	12,6
TOTAL	**224 085**	**100,0**	**100,0**

Source : Compilation d'après les données de Statistique Canada, recensement de 1986.

TABLEAU 6
REVENUS DES PARTICULIERS
Laval

	1982		1987
Revenu moyen			
montant ($)	16 512		20 926
variation 82-87 (%)[1]		+26,7	
Revenu médian[2]	14 587		17 700
variation 82-87 (%)[1]		+21,3	
Répartition par tranche de revenu (%)			
moins de 15 001 $	53,9		45,1
15 000 $ — 20 000 $	13,4		12,0
20 001 $ — 30 000 $	18,5		18,9
Plus de 30 001 $	14,2		23,9

1. L'indice des prix à la consommation est passé dans la région de Montréal de 111,6 à 140,4 entre 1982 et 1987, soit une augmentation de 25,8 %.
2. Valeur centrale de la distribution des revenus signifiant que 50 % des gens déclarent un revenu au-dessus de cette valeur et 50 % au-dessous de cette même valeur.

Sources: Compilation spéciale de Revenu-Canada, Impôt, janvier 1990 et Statistique Canada, *Tableaux sommaires pour RTA urbaines et ruraux*, Canada 1989.

1.1.4 La culture

La culture reflète les caractéristiques sociales et couvre un large éventail de comportements ou d'habitudes, d'événements et d'équipements. Grâce à un sondage effectué en 1987 auprès d'un échantillon représentatif de la population lavalloise âgée de 15 ans et plus, on dispose d'observations précises sur la culture à Laval.[1]

Si on la compare à celle de l'ensemble des Québécois[2], la participation des Lavallois à des activités culturelles est élevée, surtout dans les cas du cinéma et du théâtre. L'assistance au cinéma est la sortie culturelle préférée des Lavallois: 72 % vont au moins une fois au cinéma au cours de l'année contre 58 % pour l'ensemble des Québécois. La fréquentation des théâtres vient au deuxième rang: 52 % de la population lavalloise assiste au moins une fois à un spectacle de théâtre au cours de l'année contre 35 % pour les Québécois. Les Lavallois font également des visites d'expositions, d'ateliers et de galeries d'art ou de musées. Ils lisent en outre beaucoup et, d'ailleurs, la bibliothèque publique de quartier est l'équipement culturel le plus connu des gens. Enfin, dans le domaine des activités culturelles « populaires », on remarque que ce sont les voyages, le video ainsi que l'audition de disques et de cassettes qui retiennent le plus l'intérêt des Lavallois.

Par ailleurs, les possibilités de sorties culturelles à Laval sont jugées suffisantes, surtout pour le cinéma et, dans une moindre mesure, pour les expositions et les conférences éducatives et culturelles. Les possibilités locales de sorties pour le théâtre, les concerts et les spectacles sont par contre considérées insuffisantes. Globalement, la population lavalloise estime majoritairement insuffisantes les informations reçues concernant la plupart des activités culturelles locales. On note en outre que 71 % des gens interrogés s'avèrent incapables d'identifier un événement culturel majeur s'étant déroulé à Laval. Pourtant, la majorité des gens croit que la région lavalloise dispose de suffisamment d'équipements et d'installations pour attirer des événements culturels d'envergure.

1. Jean-Marc Delacoste, Rosaire Landry, Service des recherches et de la statistique, Ville de Laval, *Sondage sur les arts et la culture à Laval*, volume 1, juin 1987, 54 pages, volume 2, novembre 1987, 33 pages.

2. L'étude publiée par Laval fait une comparaison avec les données d'un sondage réalisé auprès des Québécois en 1982-1983 par le ministère des Affaires culturelles.

Les Lavallois ont donc une perception positive du milieu culturel régional bien qu'il y ait place à plus d'informations sur les activités qui s'y déroulent. La participation des gens aux activités culturelles est élevée mais, de façon générale, elle ne peut être satisfaite localement sauf dans les cas du cinéma et de la lecture. Un potentiel important de développement culturel existe si le marché local peut rencontrer les habitudes des gens, notamment pour ce qui est du théâtre.

1.1.5 Le logement

Au dernier recensement (1986), la proportion de ménages propriétaires de leur logement était à Laval la plus élevée depuis vingt ans : 64,8 %. De ce point de vue, la région se distingue bien de l'île de Montréal, où les propriétaires ne dépassaient pas le tiers des ménages.

Avec la reprise qui a suivi la récession du début des années 1980 on a constaté un accroissement de l'accession à la propriété et l'émergence de la formule de la copropriété. La maison unifamiliale est restée le principal type de logement à Laval, avec environ la moitié des mises en chantier. Au cours des récentes années, la valeur moyenne des unités de logements s'est accrue à Laval, passant de 98 048 $ à 128 835 $ de 1987 à 1989 pour la maison unifamiliale, un accroissement de 31 %, et de 50 700 $ en 1987 à 101 514 $ en 1989, pour le logement multifamilial (4 logements et plus), une augmentation de 100 %.[1] Le multifamilial locatif qui a connu une année record en 1987, a vu par la suite sa part des mises en chantier baisser pour atteindre 16,4 % en 1989. Une forte proportion de logements inoccupés expliquerait cette diminution. Par contre, le logement multifamilial en copropriété a accru sa part du marché au cours des récentes années, celle-ci passant de 10,6 % en 1985 à 31,2 % en 1989.

Enfin, comparé à l'île de Montréal, le parc de logements de Laval est plus jeune : 44 % des bâtiments ont été construits après 1971 contre 23 % dans l'Île et 33 % dans l'ensemble de la métropole.

1.1.6 La diversité lavalloise [2]

Dresser un portrait global de Laval dissimule des nuances, des différences qui façonnent aussi la réalité lavalloise. La région résulte de la fusion de 14 municipalités. Malgré les vingt-cinq ans qui ont suivi ce regroupement, ces ex-villes sont encore des points de référence pour les résidants. La Ville de Laval a publié en 1988 et 1989 deux documents présentant en détail le profil socio-économique de ses ex-municipalités. Il en a été puisé quelques traits pour illustrer la diversité lavalloise.

Ainsi, Chomedey forme maintenant le quartier le plus peuplé (26 % de la population totale). Bien que majoritairement francophone, plus du tiers de sa population a une origine ethnique autre que française et britannique.

Vimont est l'ex-municipalité qui a connu la plus forte croissance entre 1980 et 1986. Le tissu résidentiel, relativement diversifié, est le plus neuf de Laval, avec 59,8 % des logements construits après 1971.

Auteuil et Saint-François sont les quartiers les plus francophones. Environ 92 % des gens y parlent le français à la maison comparativement à 78,8 % pour l'ensemble de Laval.

1. Service de l'Urbanisme, Statistiques de la construction, décembre 1989.

2. Les données ayant servi à ce profil des anciennes municipalités proviennent des documents suivants : Service du budget et de la recherche, Ville de Laval, *Profil socio-économique des ex-municipalités, 1986* ; première partie, 1988, 69 pages ; deuxième partie, 1989, 94 pages.

TABLEAU 7
CARACTÉRISTIQUES DES LOGEMENTS
Laval et région métropolitaine de Montréal
1986

Période de construction	Laval %	RMR[1] %
Avant 1946	4,6	18,8
1946 — 1960	20,2	24,4
1961 — 1970	31,0	23,8
1971 — 1980	30,5	24,2
1981 — 1986	13,7	8,7
TOTAL	**100,0 (97 100)**	**100,0 (1 115 355)**
Valeur moyenne déclarée des logements occupés par leur propriétaire	73 072	87 180
Nombre moyen de **pièces** par logement	5,7	5,1

1. Région métropolitaine de recensement de Montréal.

Source: Statistique Canada, Recensement de 1986, Montréal: Partie 2, cat. 95-130.

TABLEAU 8
LOGEMENTS MIS EN CHANTIER
Laval

Type de logement		1985	1986	1987	1988	1989
Unifamilial						
	Nombre	1 545	2 284	2 548	1 534	1 098
	%	51,9	44,0	38,3	47,7	52,3
Multifamilial locatif						
	Nombre	1 115	2 126	3 336	1 082	345
	%	37,4	41,0	50,2	33,6	16,4
En copropriété						
	Nombre	317	777	762	601	655
	%	10,6	15,0	11,5	18,7	31,2
TOTAL	**Nombre**	**2 977**	**5 187**	**6 646**	**3 217**	**2 098**
	%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

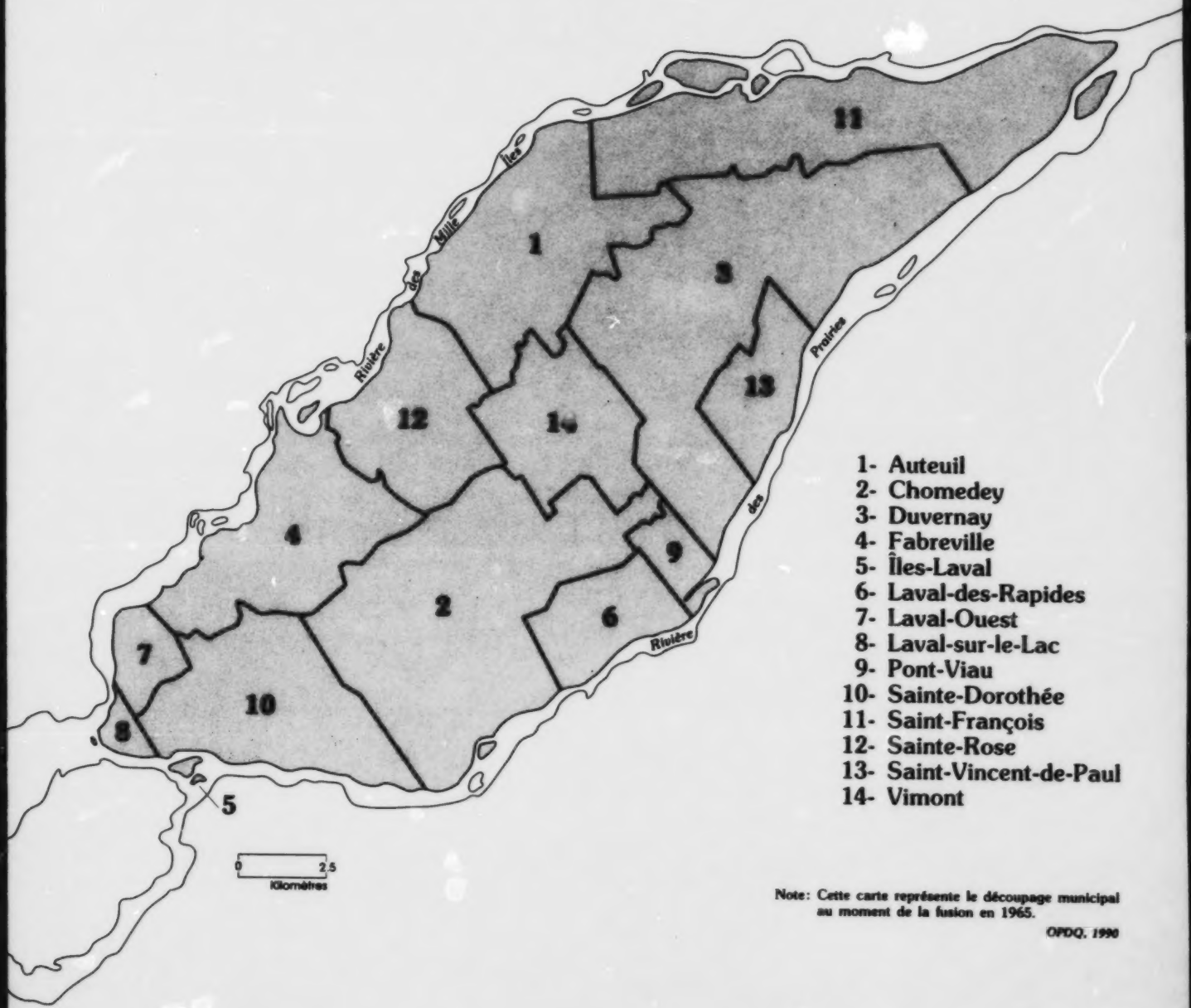
Sources: Compilation d'après Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, tableau 3.3.4, suivant des données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
1989: Société canadienne d'hypothèque et de logement, bureau de Laval.

Duvernay est un exemple typique de territoire urbanisé dans les années soixante. Suite au fractionnement des anciens ménages, la population a commencé à décliner au cours des années soixante-dix. L'âge moyen des gens est un des plus élevés de Laval (36,3 ans). Plus des trois-quart des logements, soit 76,1 % sont des maisons unifamiliales et 83 % des ménages sont propriétaires. La population reste francophone à plus de 80 % mais les autres groupes ethniques augmentent, surtout les Italiens.

Laval-des-Rapides compte le moins de maisons unifamiliales (28,3 %) et le plus de locataires (58 %). On y enregistre une forte mobilité résidentielle. Laval-Ouest est le quartier le moins favorisé au plan socio-économique, et a le plus faible niveau de scolarisation alors que le quartier voisin, Laval-sur-le-Lac, est celui dont la population est la plus scolarisée et dispose des plus hauts revenus. Pont-Viau est l'ex-municipalité ayant la plus forte proportion de gens âgés de 65 ans et plus (13 %) et de personnes seules (22,8 %).

Carte 2

LAVAL
Anciennes municipalités



1- Auteuil
2- Chomedey
3- Duvernay
4- Fabreville
5- Îles-Laval
6- Laval-des-Rapides
7- Laval-Ouest
8- Laval-sur-le-Lac
9- Pont-Viau
10- Sainte-Dorothée
11- Saint-François
12- Sainte-Rose
13- Saint-Vincent-de-Paul
14- Vimont

Note: Cette carte représente le découpage municipal au moment de la fusion en 1965.

OPDQ, 1990

1.2 Le marché du travail

Le phénomène de la séparation des lieux de résidence et de travail est une caractéristique importante des régions métropolitaines. Laval fait partie de la métropole montréalaise et participe ainsi à une dynamique d'échanges avec les territoires voisins, celle-ci étant favorisée par les infrastructures routières et autoroutières.

Si on considère alors l'ensemble des déplacements s'effectuant quotidiennement à l'intérieur du territoire lavallois, on constate qu'environ les trois quarts sont le fait de résidants de Laval, 26,3 % étant effectués par des gens venus de l'île de Montréal et des autres parties de la métropole.[1] Si on ne tient compte que les déplacements ayant pour motif le travail, la part des Lavallois est de 57,6 % ; en d'autres termes, 42,4 % des gens qui se déplacent pour travailler à Laval proviennent d'une autre région, surtout de l'île de Montréal (24,5 %).

Par ailleurs, les résidants de Laval qui se déplacent pour le travail se rendent majoritairement à l'extérieur de la région de Laval. En fait, 71 % des déplacements pour le travail originant de Laval ont comme destination des endroits situés à l'extérieur de Laval, majoritairement sur l'île de Montréal (53 % du total).

De ces observations découle la conclusion suivante : le marché du travail des Lavallois s'étend à l'ensemble de la métropole. Lorsqu'on aborde alors la question de la main-d'œuvre, il importe de très bien distinguer :

— d'une part, *les personnes occupées*, soit ceux et celles qui sont en emploi, peu importe leur lieu de travail, dans la région ou ailleurs.

  En 1986, Laval comptait 138 035 personnes occupées. On a vu précédemment que la majorité de celles-ci allait travailler à l'extérieur du territoire lavallois.

— d'autre part, *l'emploi*, qui correspond au nombre de postes offerts par les établissements du territoire lavallois, peu importe le lieu de résidence de ceux et de celles qui les occupent.

  Selon le recensement de 1986, il y avait 84 035 emplois à Laval. L'enquête Origine-destination de la STCUM de 1987 a indiqué que, dans les déplacements effectués pour le travail à Laval, la part des résidants de ce territoire était de 57,6 %.

TABLEAU 9
DÉPLACEMENTS QUOTIDIENS
DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL 1987
Motif travail (en milliers)

	DESTINATIONS						
Origines	**Ville de Montréal**	**Reste CUM**	**Total CUM**	**Laval**	**Rive-nord**	**Rive-sud**	**Total[1]**
Ville de Montréal	298	86	384	9	–	–	–
Reste CUM	135	135	270	–	–	–	–
TOTAL CUM	**433**	**221**	**654**	**15**	**38**	**52**	**759,0**
Laval	40	24	64	35	20	1,4	120,4
Rive-Nord	29	17	46	9	53	1,6	109,6
Rive-Sud	82	36	118	2	1,3	123	244,3
TOTAL	**584**	**298**	**882**	**61**	**112,3**	**178**	**1 233,3**

1. Des ajustements ont été nécessaires pour tenir compte des arrondissements en milliers.

Source : D'après des données de l'enquête Origine / Destination de la STCUM, 1987.

1. Les informations sur les déplacements proviennent de l'enquête Origine / Destination de la STCUM (1987).

1.2.1 La main-d'oeuvre

Les personnes de 15 ans et plus au travail ou en chômage forment la main-d'oeuvre ou, plus précisément, la population active. Celle-ci comprend donc la main-d'oeuvre qui travaille, soit les personnes occupées (au nombre estimé de 148 900 en 1989), et la main-d'oeuvre sans emploi mais qui se cherche un travail, soit les chômeurs (estimés à 13 400 en 1989).

La population de Laval est relativement plus jeune et, en moyenne, elle est plus scolarisée que celle de l'ensemble du Québec. Ces caractéristiques, alliées aux possibilités d'emplois qu'offre la région métropolitaine, se traduisent par une participation élevée de la population au marché du travail et par un plus faible taux de chômage.

Au cours des années soixante, la croissance de la main-d'oeuvre lavalloise était fortement influencée par l'arrivée de nouveaux résidants, émigrants de l'île de Montréal et presque tous détenteurs d'un emploi. Cependant depuis 1971 on assiste aussi à une croissance autonome de la main-d'oeuvre, notamment des jeunes et des femmes, celle-ci ayant augmenté rapidement. En d'autres termes, la proportion d'adultes sur le marché du travail (ou le taux d'activité) a progressée, passant de 54 % en 1971 à 68 % en 1986. Cette hausse est surtout attribuable à l'accroissement du nombre de femmes: elles représentaient 30 % de la population active en 1971, comparativement à 46,5 % en 1986. En outre, pendant les années soixante-dix, la croissance de la main-d'oeuvre était accompagnée de hausses encore plus fortes du nombre de personnes occupées, de sorte que le taux de chômage de 1981 (7,6 %) était inférieur à celui de 1971 (8,9 %).

La récession du début des années quatre-vingt a cependant ralenti la croissance du nombre de personnes en emploi. Entre 1981 et 1986, une augmentation de 9,5 % du nombre de personnes occupées a été enregistrée à Laval alors que la main-d'oeuvre connaissait une croissance de 11,7 %. Les femmes ont été moins touchées que les hommes par le ralentissement de la croissance.

Lors du recensement de 1986, la population en âge de travailler de Laval affichait le taux d'activité le plus élevé des régions du Québec, soit 68,0 %. Cette main-d'oeuvre enregistrait un taux de chômage régional de 9,4 %, le seul parmi toutes les régions qui soit inférieur à 10 %.

Le nombre de personnes occupées se situait à 138 035 en 1986, ce qui représentait 61,6 % de l'ensemble de la population en âge de travailler. Cette proportion, inégalée dans les autres régions, est en partie attribuable à la présence d'un bassin d'emploi métropolitain: on estime qu'entre six et sept travailleurs ou travailleuses sur dix occupent un emploi situé à l'extérieur de Laval. Ajoutons qu'en 1986, parmi les personnes en emploi, on retrouvait 41 % de femmes. En 1971, cette proportion n'atteignait pas 30 %.

Entre 1986 et 1989, la croissance totale du nombre de personnes occupées a été faible dans les régions de Montréal et de Laval. Toutefois, en l'absence de données distinctes pour chacune de ces régions, on ne peut savoir avec précision le nombre réel de personnes occupées en 1989 à Laval. Les estimations de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada situent ce nombre à environ 149 000 personnes, ce qui porterait la proportion de personnes occupées parmi la population de 15 ans et plus à 63,7 %. Selon la même source, on peut en déduire que le taux de chômage régional serait de 8,2 %, un des plus faibles au Québec.

Le manque d'information concernant l'évolution récente des indicateurs du marché du travail peut en partie être comblé par l'utilisation de données administratives. Ainsi, le nombre de prestataires réguliers actifs de l'assurance-chômage se situait en moyenne à 15 479 en 1989, en hausse de 6,9 % par rapport à 1988 et de 11,7 % par rapport à 1987.

Il n'y a pas d'explication simple à cette évolution. Le fait qu'une partie importante de la population travaille dans les services traditionnels (commerce, hébergement, restauration, services personnels) où les emplois sont souvent précaires (temps partiel, occasionnel, sur appel, etc.) doit être considéré. Ceux et celles qui sont dans cette situation peuvent être admissibles à l'assurance-chômage pour les périodes non travaillées et faire ainsi gonfler les statistiques, même en période de croissance économique.

Aussi, le ralentissement de la croissance du secteur de la construction au cours de 1988 et 1989, comparativement à 1986 et 1987 et l'importance de la main-d'œuvre lavalloise dans cette activité économique ont certainement contribué à la hausse du nombre de prestataires de l'assurance-chômage.

Enfin, l'interdépendance économique des territoires au sein de la métropole montréalaise ne met pas les travailleurs et travailleuses de Laval à l'abri des répercussions des fermetures d'entreprises ou des licenciements collectifs qui ont lieu dans les territoires voisins.

TABLEAU 10
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Laval

Indicateurs	Recensements 1981	1986	Estimation 1989-1990[1]
Population adulte[2]	207 010	224 085	233 900
Var. ann. moyenne (%)	1.6		
Population active[3]	136 425	152 345	162 300
Var. ann. moyenne (%)	2.3		
Taux d'activité (%)[4]	65.9	68.0	69.4
Personnes occupées[5]	126 045	138 035	148 900
Var. ann. moyenne (%)	1.9		
Chômeurs[6]	10 380	14 310	13 400
Taux de chômage (%)[7]	7.6	9.4	(8.2)[8]
Population inactive[9]	70 585	71 740	71 600
Personnes occupées[10]/pop. adulte (%)	60.9	61.6	63.7

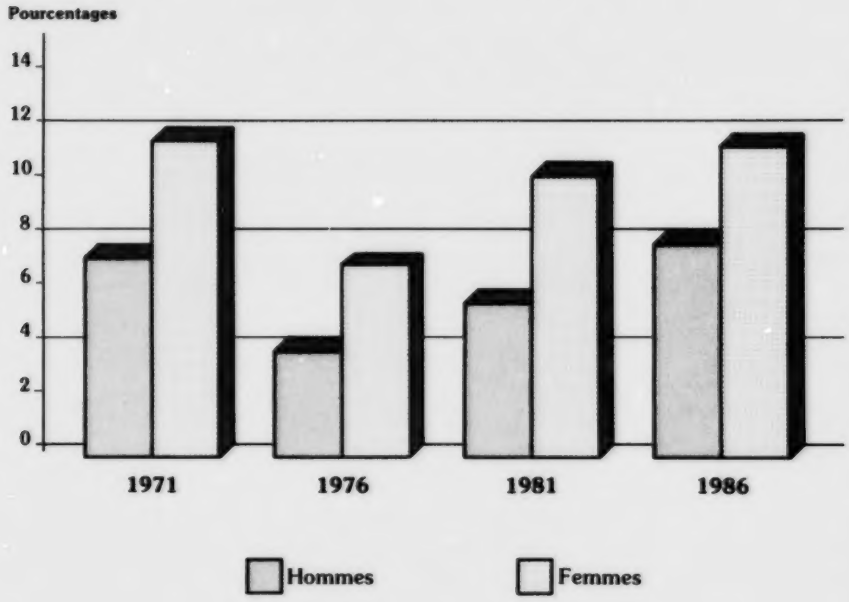
1. Année financière : avril 1989 à mars 1990.
2. Population de 15 ans et plus.
3. Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, qui sont au travail ou en chômage.
4. Population active divisée par la population de 15 ans et plus, multipliée par 100.
5. Nombre de personnes occupant un emploi et résidant dans le territoire de Laval.
6. Nombre de personnes sans emploi et se cherchant activement un emploi.
7. Nombre de personnes sans emploi (chômeurs) divisé par la population active, multiplié par 100.
8. La CEIC n'indique pas ce taux même si celui-ci peut être estimé à partir des autres données.
9. Population de 15 ans et plus, hors institution, qui n'a pas d'emploi mais n'est pas en chômage.
10. Ce rapport est aussi appelé le rapport emploi/population.

Source : ***Recensement* 94-110 et 95-942.**
Emploi et Immigration Canada, Direction des services économiques, Région du Québec; *Perspectives économiques et analyse des clientèles d'Emploi et Immigration Canada; Laval-Laurentides-Lanaudière, 1990-1991*, tableau 5.

Graphique 3

Taux de chômage selon le sexe

Laval, 1971 à 1986



Source: Recensements 1971 à 1986, catalogues 95-734, 92-810, 95-942 et 94-110.

En septembre 1989, le nombre de personnes aptes et disponibles au travail, clients de la sécurité du revenu, s'établissait à 5 086. Il s'agit là d'un léger recul par rapport au mois de septembre précédent.

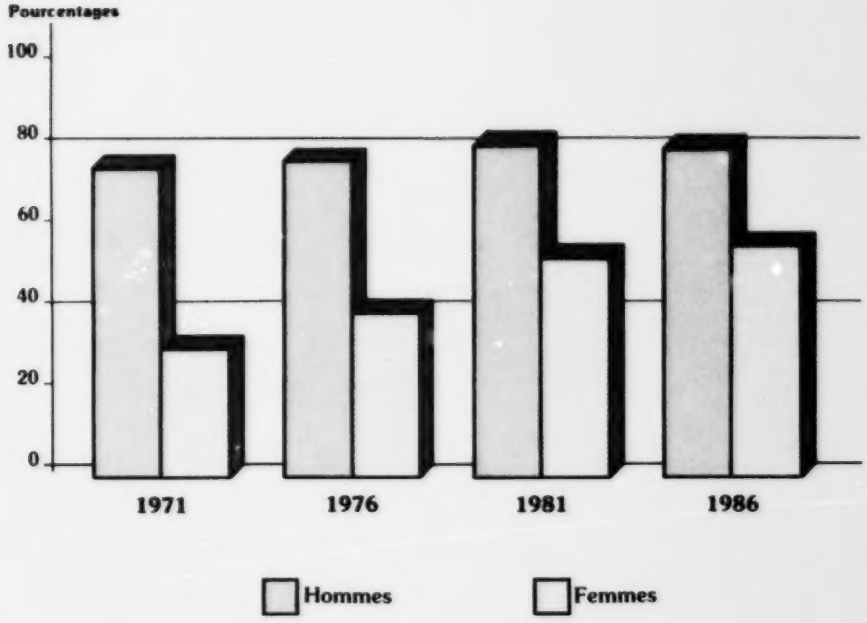
Par ailleurs, la répartition de la population active expérimentée par occupation permet d'identifier les groupes professionnels dominants parmi les résidants de la région. Les personnes qui occupent des postes de direction ou de gérance, les employés de bureau, les personnes spécialisées dans la vente (biens ou services) ainsi que celles qui font de l'usinage, de la fabrication, du montage ou de la réparation représentent 57,5 % de la main-d'œuvre régionale. En comparaison, les mêmes groupes constituent 54,6 % de la main-d'œuvre expérimentée dans l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal.

En 1986, la main-d'œuvre masculine habitant dans la région de Laval se retrouvait principalement dans les professions de direction et de gérance (16,2 %), dans les métiers de l'usinage, la fabrication, le montage et la réparation (15,5 %) et dans la vente (12 %). Pour sa part, la main-d'œuvre féminine travaillait principalement dans des occupations de bureau (40 %) et dans les services (10 %).

Graphique 4

Taux d'activité selon le sexe

Laval, 1971 à 1986



Source: Recensements 1971 à 1986, catalogues 95-734, 92-810, 95-942 et 94-110.

TABLEAU 11
PRESTATAIRES RÉGULIERS ACTIFS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE
Régions de Laval et de Montréal

Territoires et années	Moyenne annuelles Nombre	Variation Nombre	Variation %
Laval			
1985	15 386		
1986	14 894	-492	-3,2
1987	13 853	-1 041	-7,0
1988	14 483	630	4,5
1989	15 479	996	6,9
Île de Montréal			
1985	109 785		
1986	104 757	-5 028	-4,6
1987	96 191	-8 566	-8,2
1988	95 630	-561	-0,6
1989	95 922	292	0,3

Source: Compilation par l'OPDQ des données administratives provenant des bureaux de district d'Emploi et Immigration Canada.

TABLEAU 12
BÉNÉFICIAIRES DE LA SÉCURITÉ DU REVENU APTES ET DISPONIBLES AU TRAVAIL
Régions de Laval et Montréal

	Nombre	Variation en %
Laval		
Septembre		
1985	6 067	
1986	5 619	-7,3
1987	5 264	-6,3
1988	5 125	-2,6
1989	5 086	-0,8
Île de Montréal		
Septembre		
1985	87 373	
1986	85 142	-2,6
1987	84 961	-0,2
1988	82 913	-2,4
1989	79 533	-4,1

Source: MMSRFP, *Bulletin régional sur le marché du travail, Montréal-Centre*, 1986 à 1989.

TABLEAU 13
MAIN-D'OEUVRE SELON LE GRAND GROUPE DE PROFESSION ET LE SEXE
Laval, 1986

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Direction et gérance	14 025	16,2	5 685	9,2	19 710	13,3
Enseignement	2 350	2,7	3 865	6,2	6 215	4,2
Médecine et santé	1 660	1,9	5 595	9,0	7 255	4,9
Technologues, scientifiques, artistes et religieux	7 015	8,1	3 355	5,4	10 370	7,0
Personnel de bureau	7 380	8,5	24 790	40,0	32 170	21,7
Personnel de la vente	10 365	12,0	5 945	9,6	16 310	11,0
Personnel des services	8 415	9,7	6 120	10,0	14 535	9,8
Personnel du secteur primaire	1 165	1,3	210	0,3	1 375	0,9
Personnel des industries de transformation	2 595	3,0	795	1,3	3 390	2,3
Usinage, montage et réparation	13 395	15,5	3 705	6,0	17 100	11,5
Construction	8 000	9,2	205	0,3	8 205	5,5
Exploitation des transports	5 180	6,0	250	0,4	5 430	3,7
Autres	4 960	5,7	1 500	2,4	6 460	4,3
TOTAL	**86 515**	**100,0**	**62 020**	**100,0**	**148 540**	**100,0**

Source: Statistique Canada, Recensement 1986, cat. 94-110.

TABLEAU 14
TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX DE CHÔMAGE SELON LE SEXE ET L'ANCIENNE MUNICIPALITÉ
Laval, 1986

Anciennes municipalités	Taux d'activité (%)			Taux de chômage (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Auteuil	83,4	59,3	71,6	5,7	9,9	7,5
Chomedey	78,6	55,1	66,5	8,9	13,3	10,8
Duvernay	80,8	58,4	69,4	7,1	9,3	8,1
Fabreville	84,1	56,4	70,3	5,5	10,5	7,5
Îles - Laval	76,8	54,2	65,5	7,9	4,4	6,5
Laval-des-Rapides	79,3	57,0	67,6	8,8	11,7	10,1
Laval-Ouest	78,3	49,1	63,9	8,5	11,4	9,6
Laval-sur-le-Lac	73,0	47,5	60,7	4,3	3,6	4,1
Pont-Viau	72,3	45,9	58,1	10,5	13,3	11,7
Sainte-Dorothée	81,7	58,4	70,0	5,0	8,7	6,6
Saint-François	81,4	56,4	69,1	5,8	12,6	8,6
Sainte-Rose	82,4	58,0	69,9	7,3	10,5	8,7
Saint-Vincent-de-Paul	79,3	55,6	67,4	9,2	13,5	11,0
Vimont	84,2	63,1	73,6	6,6	10,8	8,4
LAVAL	80,3	56,2	68,0	7,8	11,6	9,4

Source: Laval, Service du budget et de la recherche, *Profil socio-économique des ex-municipalités, 1986*, 2e partie, août 1989.

Enfin, au moment du recensement de 1986, certaines parties du territoire de Laval affichaient un taux de chômage inférieur à 7 % (notamment à Sainte-Dorothée) alors que d'autres zones affichaient plus de 10 % (Chomedey, Pont-Viau, Laval-des-Rapides et Saint-Vincent-de-Paul). Le taux d'activité était aussi disparate d'une zone à l'autre. Par exemple, à Pont-Viau il était de 58,1 % seulement, comparativement à 73,6 % à Vimont.

Les anciennes municipalités sont aussi différenciées pour ce qui est des catégories professionnelles, ce qui a généralement un impact sur les revenus des ménages. Par exemple, la proportion de la main-d'œuvre oeuvrant dans des emplois de cols bleus est supérieure à 37 % à Laval-Ouest et Saint-François, alors que la moyenne régionale est de 27 %. C'est également à Saint-François et à Laval-Ouest que l'on retrouve les plus faibles proportions de la main-d'œuvre ayant des occupations d'administration et de gérance.

1.2.2 L'emploi et les personnes occupées

En comparant l'emploi offert par secteur d'activité économique aux branches d'activité dans lesquelles travaillent les résidants de Laval, on pourrait croire que la plupart des secteurs auraient la possibilité de combler localement leurs postes. Néanmoins, le secteur primaire et la construction doivent compter sur l'apport d'une main-d'œuvre extérieure.

Ainsi, il faut souligner la faible possibilité pour les résidants de Laval qui travaillent dans le secteur des transports, communications et autres services publics et dans le secteur manufacturier d'être embauchés localement. Dans le premier cas, en 1986, 12 985 résidants détenaient un emploi dans ce secteur, mais il n'y avait que 3 701 postes dans les établissements de Laval. Dans

le secteur manufacturier, le nombre de personnes occupées était de 24 950 alors qu'au total on dénombrait 11 665 postes industriels dans la région.

Même si, dans l'ensemble, il apparaît largement autosuffisant, le secteur manufacturier doit compter sur la main-d'œuvre venue de l'extérieur pour combler des postes dans les industries du bois, du meuble et de la fabrication des machines. En contrepartie, la main-d'œuvre habitant Laval et oeuvrant dans l'industrie du vêtement ou des produits électriques travaille presque exclusivement à l'extérieur de la région. Dans le premier cas, on dénombre dans la région 349 postes, mais 3 710 personnes occupées, alors que dans le second il n'y a que 134 postes pour 2 230 personnes occupées.

Une bonne part des excédents de main-d'œuvre observés précédemment s'explique par la position privilégiée de Laval par rapport à d'importantes zones d'emplois de l'île de Montréal, dont celles de Saint-Laurent, où se trouve notamment Canadair et le nord de l'Île, où sont localisées plusieurs industries du vêtement et de fabrication de produits électriques.

TABLEAU 15
RÉPARTITION DE L'EMPLOI ET DES PERSONNES OCCUPÉES SELON L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
Laval, 1986

	Emploi		Personnes occupées		Emploi / personnes occupées
	Nombre	%	Nombre	%	
Primaire	1 703	2.0	1 110	0.8	1.53
Manufacturier	11 665	13.9	24 950	18.6	0.47
Construction	9 149	10.9	8 595	6.4	1.06
Transports, communications et services publics	3 701	4.4	12 985	9.7	0.29
Commerce	21 797	25.9	29 235	21.8	0.75
Finances, assurances et affaires immobilières	4 503	5.4	8 770	6.5	0.51
Services	31 520	37.5	48 540	36.2	0.65
— aux entreprises	4 109	4.9	7 155	5.3	0.57
— d'enseignement	5 600	6.7	8 805	6.6	0.64
— de santé	7 289	8.7	11 385	8.5	0.64
— d'hébergement et de restauration	5 486	6.5	5 765	4.3	0.95
— autres	3 808	4.5	8 070	6.0	0.47
Administrations publiques	5 228	6.2	7 360	5.5	0.71
Ensemble des activités	84 038	100.0	134 195	100.0	0.63

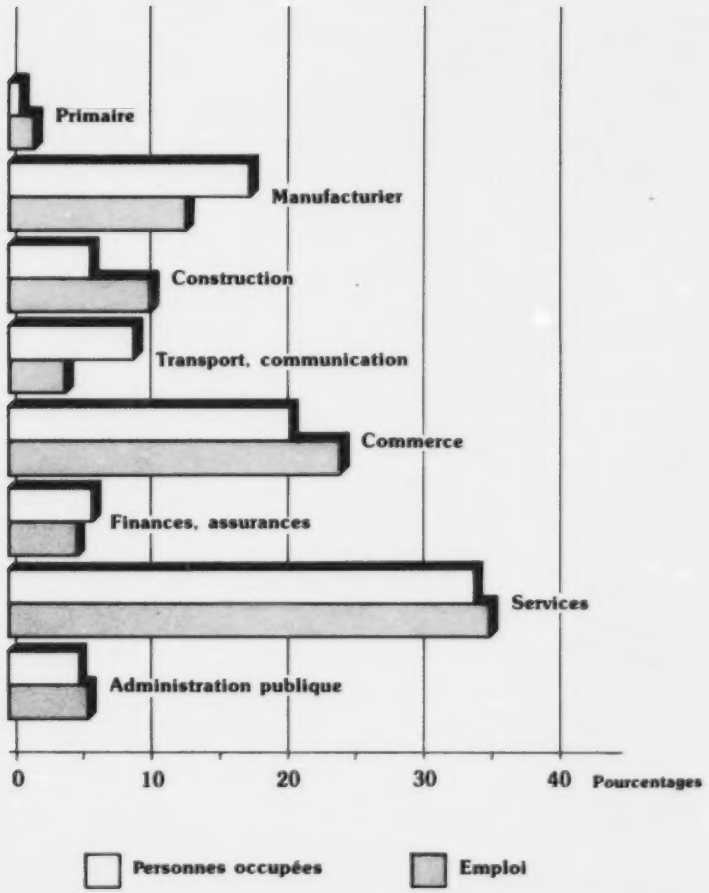
Emploi: postes existants dans les établissements localisés à Laval.
Personnes occupées: résidants ou résidantes de Laval occupant un emploi, que celui-ci soit à Laval ou ailleurs.

Sources: Personnes occupées: compilation spéciale du recensement de 1986 tirée de MMSRFP, *Bulletin régional sur le marché du travail, Montréal et Laval*, Quatrième trimestre 1989.
Emploi: Laval, Service des recherches et de la statistique, *Structure industrielle et marché de l'emploi à Laval, juin 86*, septembre 1987.

Graphique 5

Répartition des personnes occupées et de l'emploi, selon l'activité économique

Laval, 1986

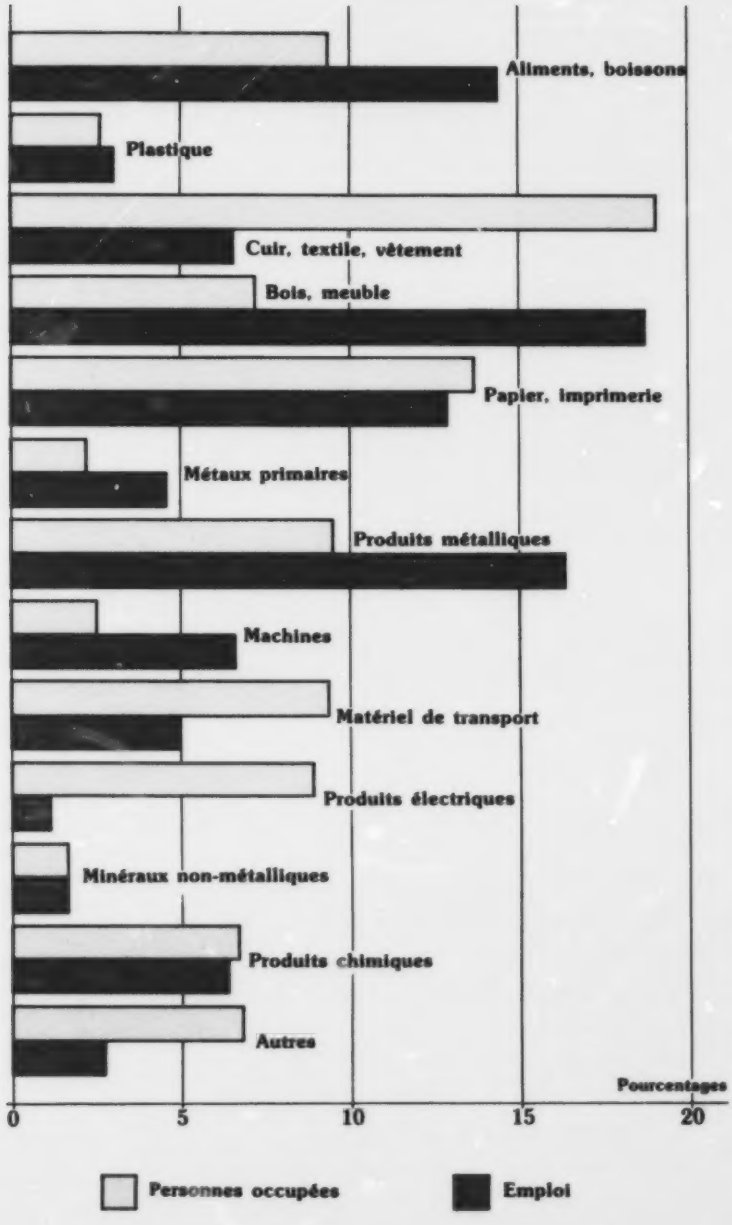


Sources: MMSRFP, Bulletin régional sur le marché du travail, Montréal-Laval, quatrième trimestre 1989.
Laval, Service des recherches et de la statistique, Structure industrielle et marché de l'emploi à Laval, 1986, septembre 1989.

Graphique 6

Répartition des personnes occupées et de l'emploi selon l'activité manufacturière

Laval, 1986



Sources: MMSRFP, Bulletin régional sur le marché du travail Montréal-Laval, quatrième trimestre 1989.
Laval, Service des recherches et de la statistique, Structure industrielle et marché de l'emploi à Laval, 1986, septembre 1989.

PARTIE 2: LES GRANDS SECTEURS DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la région de Laval est influencée par une forte présence du secteur tertiaire, caractéristique des grandes agglomérations urbaines. Le secteur secondaire occupe une place de choix, surtout par l'importance de l'activité de la construction. Le secteur primaire engendre peu d'emplois mais occupe tout de même plus du sixième du territoire régional.

2.1 Le secteur tertiaire

Les activités tertiaires regoupent 72 % des emplois de la région et sont dominées par les activités commerciales ainsi que par les services sociaux, commerciaux et personnels. L'emploi dans l'administration publique ou le groupe des finances, assurances et affaires immobilières a un poids relatif qui s'apparente à celui que l'on observe à l'échelle du Québec. Par contre, la branche des transports, communications et autres services publics est nettement sous-représentée sur le plan de l'emploi.

2.1.1 Le commerce

Le commerce a connu une croissance rapide au cours des années 1970 alors que l'on assistait à l'implantation d'importants centres commerciaux régionaux. Depuis quelques années, ce mouvement s'est ralenti et on observe plutôt une consolidation des activités.

En 1988, on comptait 24 900 emplois dans les activités commerciales, soit plus d'un emploi sur quatre. Dans l'ensemble du Québec et dans la région métropolitaine, le commerce occupe une personne sur six. De plus, la région a connu une importante hausse du nombre d'emplois dans le commerce entre 1981 et 1988, soit 43 %. Cette activité est ainsi responsable du tiers de l'accroissement total d'emplois au cours de cette période.

Par ailleurs, en se basant sur l'enquête Origine-Destination de la STCUM, on peut estimer que 75 % de la clientèle des établissements de commerce de détail de Laval est originaire de la région et que 13 % provient du territoire de la CUM.

Entre 1981 et 1988, le nombre d'établissements commerciaux a progressé de 24 %, ce qui est plus faible que la croissance observée dans l'ensemble des activités économiques (33 %). La hausse a été relativement plus rapide dans le commerce de gros que dans le commerce de détail. Ainsi, les centres de distribution de gros de Provigo, Sports Experts et Pilon (fournitures de bureau) procurent du travail à plus de 1 000 personnes. En 1989, il y a eu 22 projets majeurs d'investissements commerciaux dont la valeur moyenne était de 3,8 M $.[1]

L'activité commerciale est particulièrement active dans la zone du Carrefour Laval et de l'autoroute 440. En 1989, on y a accueilli les établissements de Club Price, Piscines Citadelle, Piscines Dauphin et de quelques concessionnaires d'automobiles. À lui seul, ce pôle régional d'activités a attiré plus de 60 M $ d'investissement pour le commerce et les services.

2.1.2 Les autres activités tertiaires

Les activités des services sociaux, culturels, commerciaux et personnels comptent plus d'emplois que celles du commerce (28 900 comparativement à 24 900). Toutefois, la croissance observée entre 1981 et 1988 y est moindre et la taille relative de ce groupe d'activités est semblable à celle que l'on retrouve dans l'ensemble du Québec.

1. CODEL, *Rapport des investissements 1989*, page 7.

Les activités des transports, communications et autres services publics sont sous-représentées lorsqu'on compare leur importance dans l'économie régionale avec le poids de ce secteur dans l'économie du Québec. Laval accueille 3 300 emplois dans ce domaine, 3,5 % des emplois de la région, comparativement à 7,5 % au Québec. En outre, l'emploi régional est demeuré stable dans cette activité économique depuis 1981.

TABLEAU 16
RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
Laval

Activités	1981		1988	
	Nombre (000)	%	Nombre (000)	%
Activités primaires	2.1	2.9	1.9	2.0
Activités manufacturières	10.9	15.0	13.8	14.6
Construction	7.1	9.8	10.5	11.2
Activités tertiaires	52.3	72.2	67.9	72.1
Transport, communications et services associés	3.3	4.6	3.3	3.5
Commerces	17.4	24.0	24.9	26.4
Finances, assurances et affaires immobilières	3.8	5.2	5.5	5.8
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	22.7	31.4	28.9	30.7
Administration publique et défense	5.1	7.0	5.4	5.7
TOTAL	**72,4**	**100,0**	**94,2**	**100,0**

Source : 1981 : Service des recherches et de la statistique de la ville de Laval ; *Dossier statistique*, revision de septembre 1985, tableau 2.3.1 ;
1988 : Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, tableau 2.3.1.

La capacité de la région de Laval d'accueillir des activités tertiaires est illustrée de façon éloquente par le développement rapide des espaces à bureaux depuis quelques années. À la fin de 1989 il y avait une cinquantaine d'édifices à bureaux offrant une superficie nette de plus de 278 000 mètres carrés, soit le triple de celle de 1985.

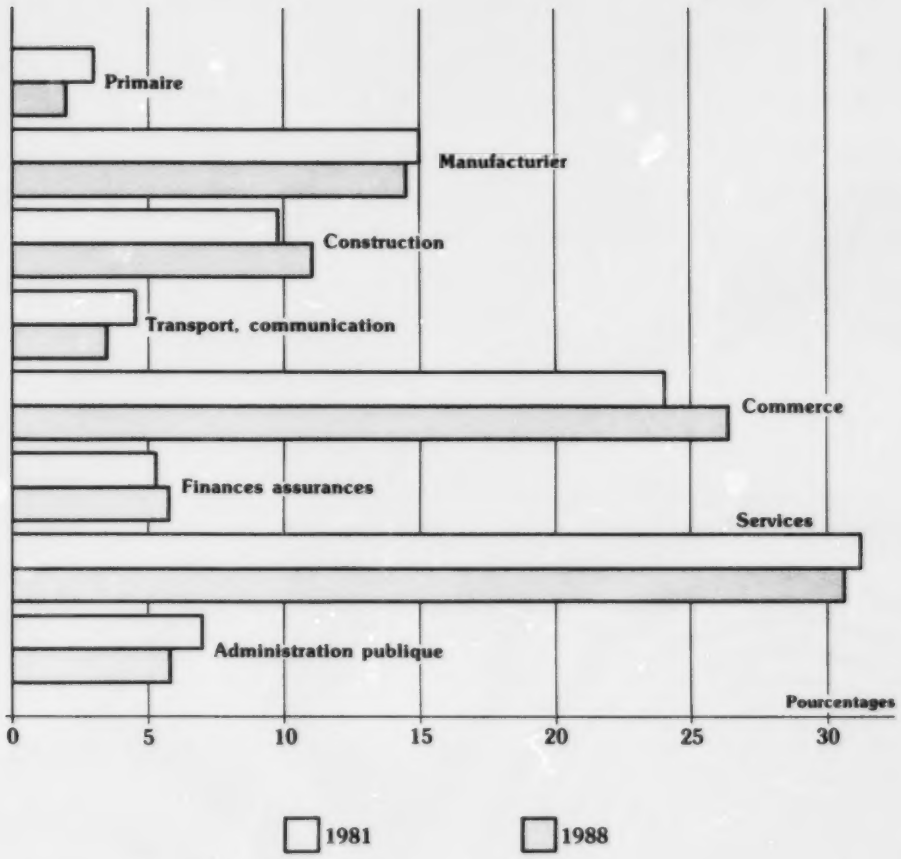
Au cours des dernières années, l'effort de construction s'est déplacé vers le secteur ouest de l'autoroute des Laurentides, entre l'autoroute Laval et le boulevard du Souvenir. Les coûts de location des nouveaux immeubles demeurent bien en-deça des coûts exigés pour des immeubles comparables au centre-ville de Montréal, ce qui constitue un atout majeur pour la région. En octobre 1989, environ le quart de la superficie totale était disponible pour location, dont plus de la moitié dans des immeubles construits au cours de l'année.

La construction d'immeubles à bureaux se poursuivra certainement au cours des prochaines années : un projet de grande envergure a déjà été annoncé. Le parc d'affaires Odyssée 2005 prévoit l'implantation d'une trentaine de tours à bureaux de dix étages d'ici quinze ans au sud du Carrefour Laval. Une zone résidentielle complètera l'ensemble. Des investissements de 500 M$ seront requis pour mener à terme ce projet qui pourra alors accueillir 10 000 personnes.

Graphique 7

Répartition de l'emploi selon l'activité économique

Laval, 1981 à 1988

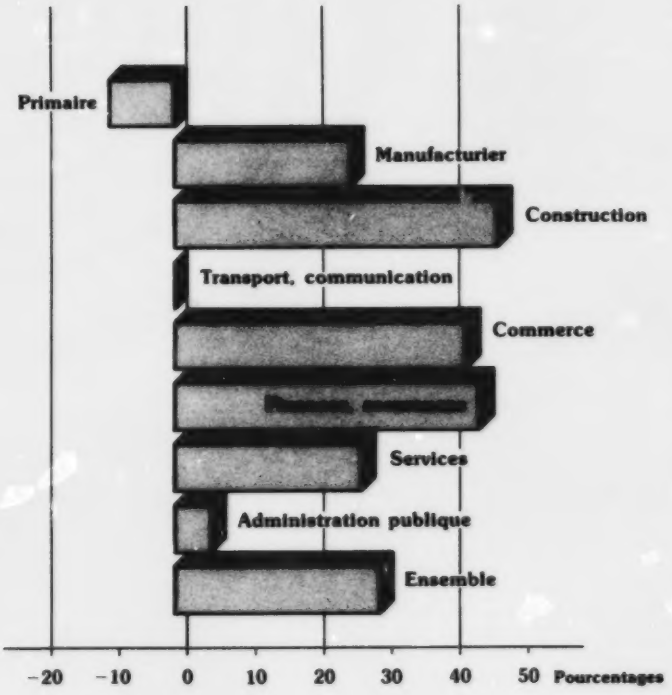


Sources: Laval, Service des recherches et de la statistique, Dossier statistique, édition de septembre 1985.
Laval, Service du budget, Dossier statistique, édition du 6 décembre 1989.

Graphique 8

Variation de l'emploi selon l'activité économique

Laval, 1981 à 1988



Sources: Laval, Service des recherches et de la statistique, Dossier statistique, édition de septembre 1985.
Laval, Service du budget, Dossier statistique, édition du 6 décembre 1989.

TABLEAU 17
ÉTABLISSEMENTS DE 200 EMPLOYÉS ET PLUS
Laval, 1988

Nom de l'établissement	Nombre d'employés
Artopex	500
Bell Canada (2 établissements)	454
CÉGEP Montmorency	558
Centre de réadaptation Cartier	303
Centre de séjour Laval inc.	205
Centre des congrès de Laval	250
Cité de la santé de Laval	1 761
Commission scolaire Laurenval	386
Commission scolaire Les Écores	783
Commission scolaire des Mille-Îles	2 033
Gouvernement du Canada (3 établissements)	832
Ville de Laval (4 établissements)	2 502
Gendron, Lefebvre inc.	220
Hymac	430
Hôpital Saint-Jude de Laval	242
Hôpital juif de réadaptation	314
Hôtel F.L.	400
Institut Armand-Frappier	365
La Baie d'Hudson Cie ltée	301
La Cie Robert Simpson ltée	224
La Compagnie T. Eaton ltée	321
Les Aliments Lester ltée	265
Les Aliments d'Autrefois ltée	293
Les Breuvages Cott ltée	226
Les Consultants Desseau	250
Les Entreprises de travaux Common	240
Les Produits M.K.S. inc.	320
Les Produits Aéro inc.	240
Lithographie Montréal ltée	280
Lépine, Cloutier ltée	200
Maison Notre-Dame-de-Laval inc.	350
Multi-marques Distribution inc.	300
Piscine Trevi inc.	400
Provigo (Distribution) inc.	562
Réseau scolaire Chomedey de Laval	1 756
Sears Canada	447
Simard-Beaudry inc.	298
Société de Transport de la Ville de Laval	572
Steinberg inc.	240
W.H. Perron et Cie ltée	239

Source: CODEL, Liste des 1000 plus importantes entreprises, 1988.

Par ailleurs, même si les services financiers régionaux sont moins développés que dans l'ensemble du Québec, on remarque depuis quelques années un accroissement du nombre d'institutions. Par exemple, la Banque Royale inaugurait en 1987 un Centre régional des services situé sur le boulevard le Carrefour.

Laval participe ainsi au mouvement de déconcentration tertiaire amorcé au cours des récentes années au sein de la région métropolitaine de Montréal. L'impact des moyens de communication électroniques, des coûts de location moindres, le besoin de rapprocher les employés de leur lieu de domicile et, bien sûr, la taille acquise par le marché de la région contribuent à cette relocalisation des activités. Cette dernière favorise une diversification du tertiaire lavallois et renforce l'attraction de la ville en regard du tertiaire de haut niveau.

TABLEAU 18
ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR TERTIAIRE
Laval

	1981		1988	
Activités	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Transports, communications et activités connexes	165	3,4	160	2,5
Commerces de gros	343	7,1	518	8,0
Commerces de détail	1 943	40,0	2 318	35,7
Commerces – TOTAL	**2 286**	**47,1**	**2 836**	**43,7**
Finances, assurances et immeubles	325	6,7	470	7,2
Services sociaux, personnels et activités connexes	2 051	42,2	2 961	45,6
Administration publique	28	0,6	58	0,9
TOUTES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**4 855**	**100,0**	**6 485**	**100,0**

Source: Compilation d'après Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, tableau 3.6.1.

Le tourisme

À Laval, les activités touristiques sont principalement orientées vers le tourisme d'affaires et les congrès. Depuis quelques années, ces activités ont bénéficié d'une restructuration complète du réseau hôtelier, facilité entre autres par la situation privilégiée de Laval, à mi-chemin entre deux aéroports internationaux et près du centre de Montréal.

Ainsi, la capacité d'hébergement, qui était de 786 chambres en 1981, atteint maintenant 1 309 chambres. Parallèlement, les hôtels sont devenus plus grands et le nombre moyen de chambres par établissement est passé de 32 à 82. Les hôtels sont aussi mieux équipés pour fournir les services exigés pour la tenue de congrès. Au cours de 1989, environ 500 chambres ont été ajoutées de même que des salles de réception et de congrès pouvant accueillir jusqu'à 2 000 personnes.

Selon l'Office du tourisme de Laval, les congrès ont attiré 17 800 personnes dans la région en 1988. Elles ont dépensé en moyenne 170 $. Environ 90 % des délégués ont participé à des congrès provinciaux et 8 % à des congrès nationaux. D'une façon générale, en 1989, la clientèle d'affaires des établissements hôteliers de Laval provenait d'abord du Québec (43 %), puis du reste du Canada (26 %), des États-Unis (24 %) et d'outre-mer (6 %).[1]

Par ailleurs, l'absence d'événement touristique majeur ainsi que la trop grande proximité du marché montréalais (difficulté de se démarquer) entravent le développement du tourisme d'agrément dans la région.

1. Monique LaRue, *Région touristique de Laval*, ministère du Tourisme du Québec, mars 1990.

TABLEAU 19
HÉBERGEMENT
Laval

Année	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
1973	24	759
1981	15	786
1988	13	832
1989	16	1 309

Source: **Compilation d'après Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, tableau 3.6.3.**

TABLEAU 20
TOURISME DE CONGRÈS
Laval

	1985	1986	1987	1988
Nombre de congrès	42	24	68	n.d.
Nombre de délégués	9 450	5 810	11 700	17 800
DÉPENSES TOTALES (000 $)	**2 681**	**988**	**1 630**	**3 025**[1]

1. Estimation

Source: **Patrick Cluzeau, *Le Québec touristique, Indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1988*, Les publications du Québec, ministère du Tourisme, 1989, page 442 et Office du Tourisme de Laval.**

La recherche et développement (R-D)

Laval compte un noyau important d'établissements effectuant de la recherche et du développement. Plusieurs de ces établissements sont situés dans le Parc scientifique et technologique inauguré en septembre 1989.

Un certain nombre d'entreprises sont spécialisées dans le domaine de la pharmaceutique et des biotechnologies. Regroupées autour de l'Institut Armand-Frappier, qui compte plus de 350 emplois, on retrouve les Laboratoires Nordic, Boehringer Mannhein Canada, IAF Biochem international, Bio-Mega, Bio Preserv et le Centre d'irradiation du Canada.

Le Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail agit pour sa part comme pôle pour le développement de projets conjoints avec l'entreprise privée dans les domaines de la bureautique et des communications.

Enfin, Laval compte développer davantage les activités d'expérimentation et de formation liées à la production agricole et horticole. À cet effet, la réalisation d'un Centre d'agriculture biologique est prévue.

2.2 Le secteur secondaire

Depuis une dizaine d'années, la part relative du secteur manufacturier est demeurée à peu près stable à Laval. Le nombre d'emplois a tout de même progressé d'environ 3 000 entre 1981 et 1988. L'emploi dans la construction était aussi en hausse au cours de cette période (3 400 postes de plus). Ce secteur, très sensible à la conjoncture, est environ deux fois plus important à Laval qu'il ne l'est dans l'ensemble du Québec. C'est d'ailleurs une des rares activités où la main-d'œuvre résidante est insuffisante pour combler les 10 500 emplois offerts par les entreprises régionales.

2.2.1 Les activités manufacturières

Laval mise sur des espaces disponibles en grande quantité et sur une main-d'œuvre qualifiée et dynamique pour attirer sur son territoire des établissements manufacturiers.

À Laval, plus de quatre emplois manufacturiers sur dix se retrouvent dans trois branches d'activités: les aliments et boissons (12,9 % des emplois), les meubles et articles d'ameublement (11,8 %) et la fabrication de produits métalliques (16,5 %). Ces trois principaux secteurs connaissent cependant une diminution de leur importance relative depuis 1981, résultat d'une croissance modérée et d'une diversification des activités manufacturières.

En fait, chacune de ces trois branches a connu une croissance de l'emploi inférieure à celle de l'ensemble du manufacturier. De nouvelles activités prennent de l'importance et affichent une croissance annuelle d'environ 10 %: la triade cuir-textile-vêtement, le secteur du bois, la fabrication d'équipement de transport ainsi que la première transformation des métaux. Ces quatre groupes comptent pour près de 45 % de la croissance de l'emploi manufacturier. En huit ans, leur part relative est passée de 15,1 % à 21,7 % du manufacturier. En 1986, les huit plus importants employeurs du secteur manufacturier procuraient 18 % de l'emploi du secteur.

Près de la moitié des établissements manufacturiers avaient, en 1986, un marché qui s'étendait au-delà de la région métropolitaine de Montréal et plus de 20 % exportaient à l'extérieur du Québec. L'emploi dans les établissements ayant un marché international était de 2 200, soit 19 % de l'emploi manufacturier.

Entre 1981 et 1989, 217 entreprises manufacturières se sont implantées à Laval. La valeur moyenne des projets était de 1,4 M$. Au cours de la même période, 191 projets d'expansion ont été réalisés. Dans l'ensemble, les implantations et les expansions ont entraîné des dépenses d'immobilisation de plus de 500 M$. Au cours de l'année 1989, on évalue à 48 M$ les dépenses associées à l'implantation de 27 nouveaux établissements industriels.

Au cours des trois dernières années, les investissements manufacturiers à Laval ont surtout été le fait des entreprises engagées dans la fabrication de produits en matières plastiques ou de produits chimiques. Les établissements de ces deux groupes ont en effet dépensé plus de 30 % des sommes destinées aux immobilisations et aux réparations du secteur manufacturier lavallois. La modification de la législation fédérale concernant les brevets des produits pharmaceutiques et la disponibilité d'une main-d'œuvre scolarisée ont sans doute contribué à l'expansion du secteur des produits chimiques à Laval. En 1988, on relevait notamment l'implantation de la firme Boehringer Mannheim (6 M$, 50 emplois) et l'agrandissement de Laboratoires Nordic (10 M$). Il faut aussi souligner les investissements d'Industries Norchem (2,4 M$) en 87, de Peintures M.F. (2 M$, 30 emplois) et de Pharmetics (6 M$, 145 emplois). En 1989, la compagnie Les profilés d'extrusion Plastival, oeuvrant dans le secteur des plastiques, investissait 3,5 M$ dans la région.

Les groupes de la fabrication de machines et d'équipements de transport ont également été actifs, surtout dans le domaine de la construction de nouveaux édifices. On y a effectué 45 % de toutes les dépenses en construction neuve du secteur manufacturier au cours des trois dernières années. La compagnie Hymac, spécialisée dans la fabrication de machines pour l'industrie des pâtes et papiers, y a largement contribué. Cette entreprise est aussi le plus important employeur du secteur manufacturier de la région (430 emplois).

Par ailleurs, les trois-quarts des investissements des groupes du papier, de l'imprimerie et de l'édition de Laval ont servi à l'achat de nouvelle machinerie et d'équipement. Dans les groupes où l'on effectue la première transformation des métaux et la fabrication de produits métalliques, la quasi-totalité (89 %) des dépenses d'investissement a aussi été consacrée à la machinerie et à l'équipement, tant pour en faire l'acquisition que l'entretien. Il s'agit donc là d'une consolidation encourageante des actifs de ces secteurs d'activité. On note entre autres les investissements réalisés en 1989 par Tritton (2 M$, 45 emplois), Spiro-metal (2 M$), Laval Spirotube (3 M$), Patenaude industries (5 M$, 50 emplois), Performance L.T. (2 M$).

TABLEAU 21
RÉPARTITION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER
Laval

	1981		1988	
Groupe d'activité	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Aliments et boissons	1 710	15,9	1 787	12,9
Caoutchouc et plastique	342	3,2	514	3,7
Cuir, textiles, bonneterie, vêtements	404	3,7	758	5,5
Bois	458	4,2	860	6,2
Meubles et articles d'ameublement	1 518	14,0	1 628	11,8
Papier et produits en papier	434	4,0	419	3,0
Imprimerie, édition et activités connexes	1 064	9,9	1 309	9,5
Première transformation des métaux	419	3,9	738	5,3
Produits métalliques	1 825	16,9	2 281	16,5
Machinerie	654	6,1	1 081	7,8
Matériel de transport	357	3,3	648	4,7
Produits électriques et électroniques	236	2,2	229	1,7
Produits minéraux non-métalliques	290	2,7	351	2,5
Produits du pétrole et du charbon	46	0,4	35	0,2
Produits chimiques	632	5,9	783	5,7
Autres industries	377	3,5	373	2,7
TOTAL	**10 766**[1]	**100,0**[1]	**13 794**	**100,0**

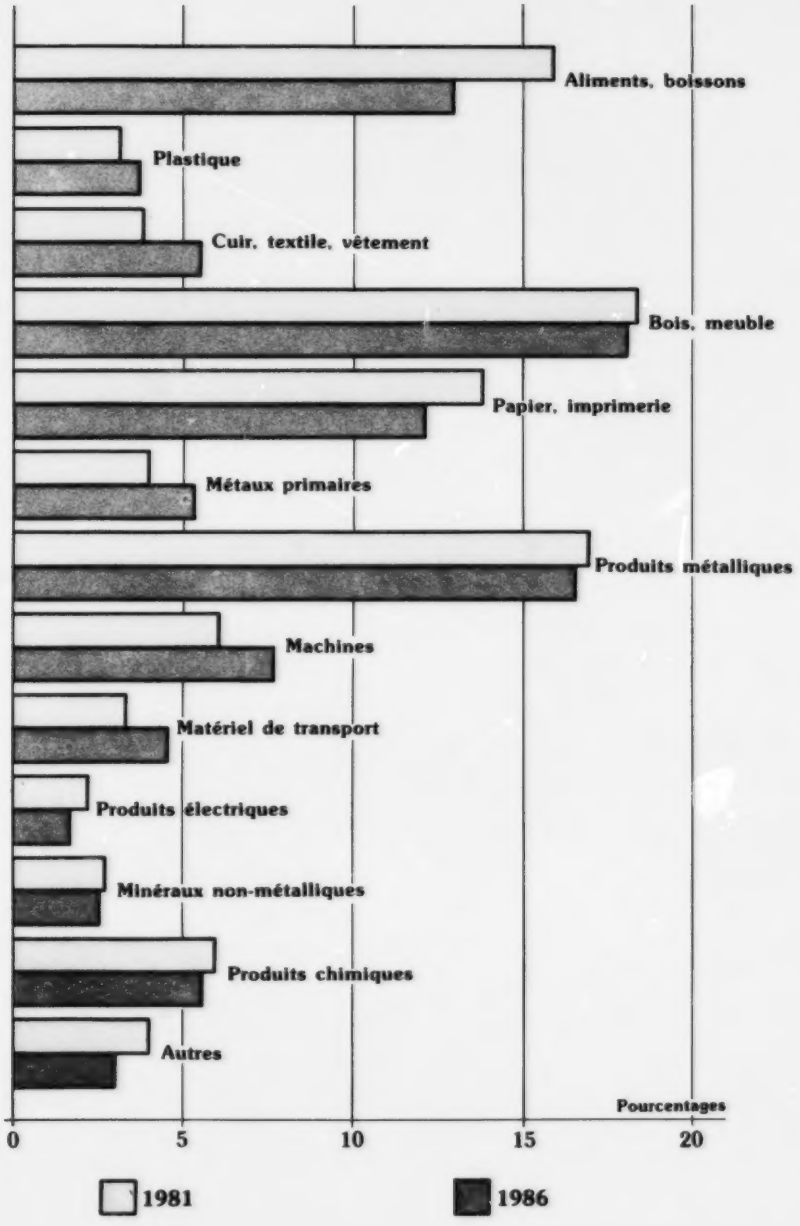
1. Le total a été corrigé par la Ville de Laval, de 10 766 à 10 932, mais les chiffres par activité n'ont pas été modifiés.

Sources: 1981: Service des Recherches et de la statistique de la Ville de Laval; *Dossier statistique*, révision de septembre 1985, tableau 2.3.1;
1988: Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, Tableau 2.3.1.

Graphique 9

Répartition de l'emploi selon l'activité manufacturière

Laval, 1981 à 1988

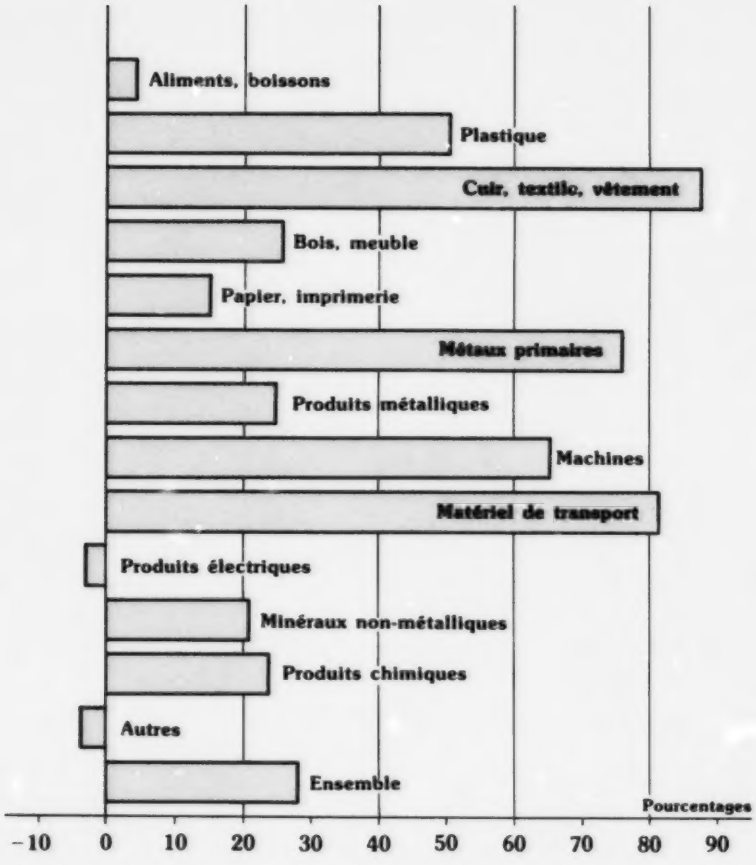


Sources: Laval, Service des recherches et de la statistique, Dossier statistique, édition de septembre 1985.
Laval, Service du budget, Dossier statistique, édition du 6 décembre 1989.

Graphique 10

Variation de l'emploi selon l'activité manufacturière

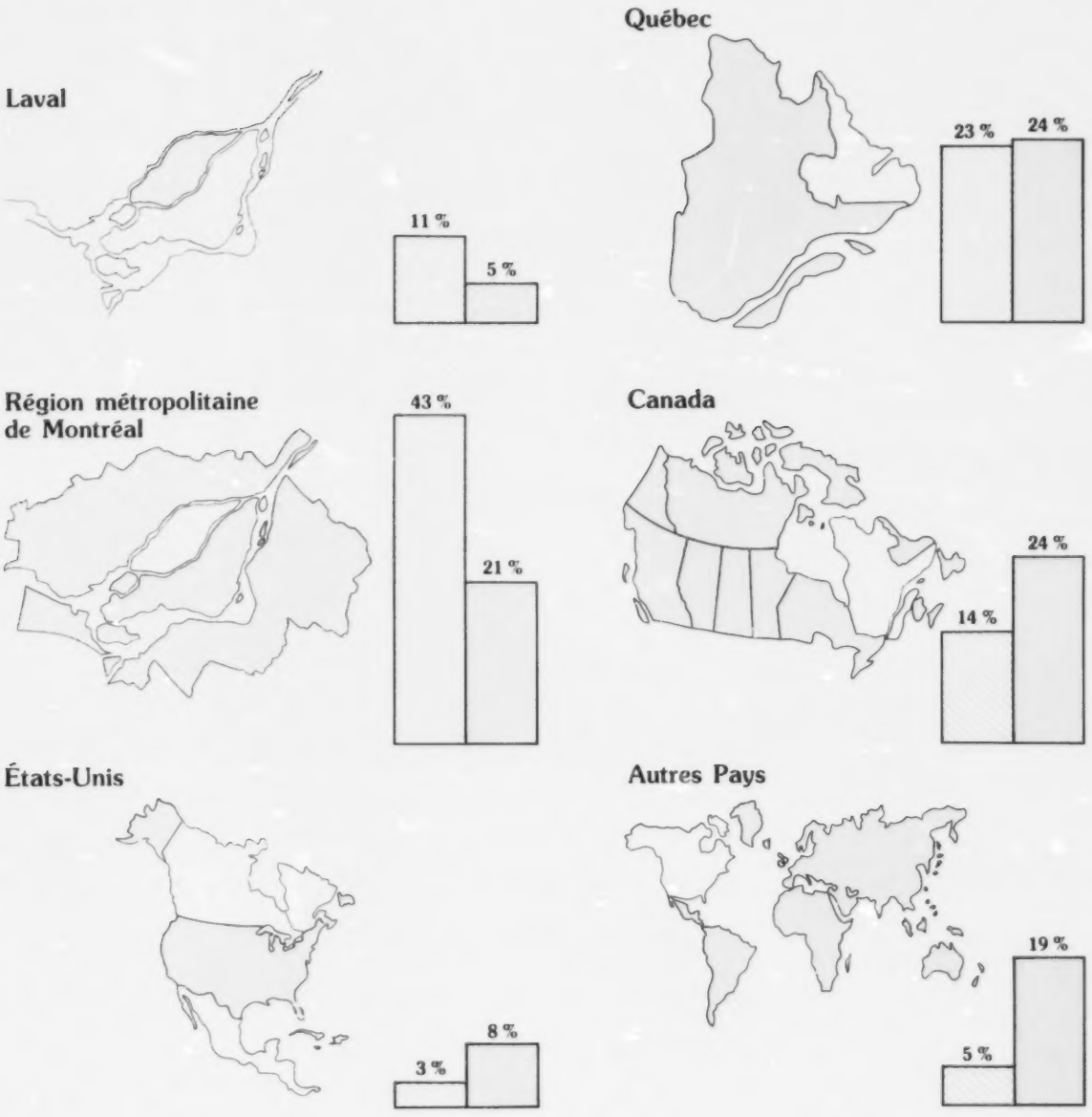
Laval, 1981 à 1988



Sources: Laval, Service des recherches et de la statistique, Dossier statistique, édition de septembre 1985.
Laval, Service du budget, Dossier statistique, édition du 6 décembre 1989.

Graphique 11

Localisation de la clientèle des établissements manufacturiers de Laval, 1986



Source: Laval, Service des recherches et de la statistique. Structure industrielle et marché de l'emploi à Laval, 1986.

TABLEAU 22
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Laval

Projets industriels	1971 à 1980 Total	1971 à 1980 Moyenne annuelle	1981 à 1989 Total	1981 à 1989 Moyenne annuelle	1989
Implantation					
Nombre	333	33	217	24	27
Valeur des investissements (000 $)	125 819	12 582	297 933	33 103	48 000
Superficie de terrains (m^2)	2 609 035	260 903	2 156 576	239 620	172 000
Expansion					
Nombre	123	12	191	21	23
Valeur des investissements (000 $)	41 946	4 195	215 517	23 946	28 050

Sources: Compilation d'après Service du budget de Laval, *Dossier statistique*, édition du 6 décembre 1989, tableaux 3.4.1, 3.4.2, 3.4.3.
1989: Corporation de développement économique de Laval, *Rapport des investissements*, 1989.

2.2.2 La construction

L'industrie de la construction est très importante à Laval puisqu'elle engendre 11 % des emplois, soit environ le double de ce qui est observé à l'échelle du Québec (5,8 %) et que l'emploi y a progressé d'environ 50 % entre 1981 et 1988.

Il faut préciser que la construction a connu au cours des dernières années une très forte activité qui a culminé en 1987. La valeur des permis de construction émis atteignait alors 623,7 M$. Les années 1988 et 1989 ont connu des ralentissements importants comparativement à 1987, la valeur des permis de 1989 (423,7 M$) était inférieure de 30 % à celle de 1987.

Le ralentissement de 1989 a surtout été le fait du secteur résidentiel où le nombre d'unités de logements mis en chantier a chuté de 68,5 % par rapport au sommet de 6 425 unités enregistré en 1987. La construction de 2 025 unités en 1989 représente tout de même 69 % de la moyenne annuelle des 24 dernières années à Laval.

Signalons que la construction de maisons unifamiliales est relativement moins affectée par le ralentissement que celle des immeubles multifamiliaux. Il est possible que les décisions des constructeurs d'immeubles multifamiliaux soient davantage influencées par les conditions économiques (taux d'intérêt et taux de vacance) alors que celles des individus sont influencées par le choix d'un mode de vie autant que par les conditions de marché.

Dans le domaine commercial, le ralentissement est moins important. Après les deux années record de 1987 et 1988 (plus de 80 M$ de constructions neuves par année), l'année 1989 se solde par un total de 67,6 M$. Malgré la baisse de 20 % de la valeur des permis, comparativement à 1987, il s'agit de la troisième meilleure année de l'histoire de Laval.

La construction dans le domaine industriel a continué la progression amorcée depuis la fin de la récession de 1982. Cette année-là, la valeur des permis industriels ne dépassait pas 160 000$. En 1987, elle atteignait près de 40 M$ et en 1988 la marque de 50 M$ était franchie. En 1989, la valeur des constructions nouvelles était de plus de 62 M$.

TABLEAU 23
CONSTRUCTION À LAVAL
Valeur des permis émis par type de construction
(en millions de dollars)

Types		1985	1986	1987	1988	1989	1966 à 1989
Améliorations							
	$	35,5	35,8	50,2	79,1	60,3	491,1
	%	13,7	8,0	8,0	15,7	13,9	11,1
Résidentiel							
	$	150,7	320,1	440,9	277,3	229,0	2 852,2
	%	58,2	72,0	70,7	55,2	52,9	64,2
Commercial							
	$	38,6	37,5	84,5	82,0	67,6	495,3
	%	14,9	8,4	13,5	16,3	15,6	11,1
Industriel							
	$	12,6	27,0	39,9	50,6	62,1	323,1
	%	4,9	6,1	6,4	10,1	14,4	7,3
Institutionnel							
	$	21,4	24,3	8,2	13,2	13,7	278,6
	%	8,3	5,5	1,3	2,6	3,2	6,3
TOTAL							
	$	**258,8**	**444,6**	**623,7**	**502,2**	**432,7**	**4 440,3**
	%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

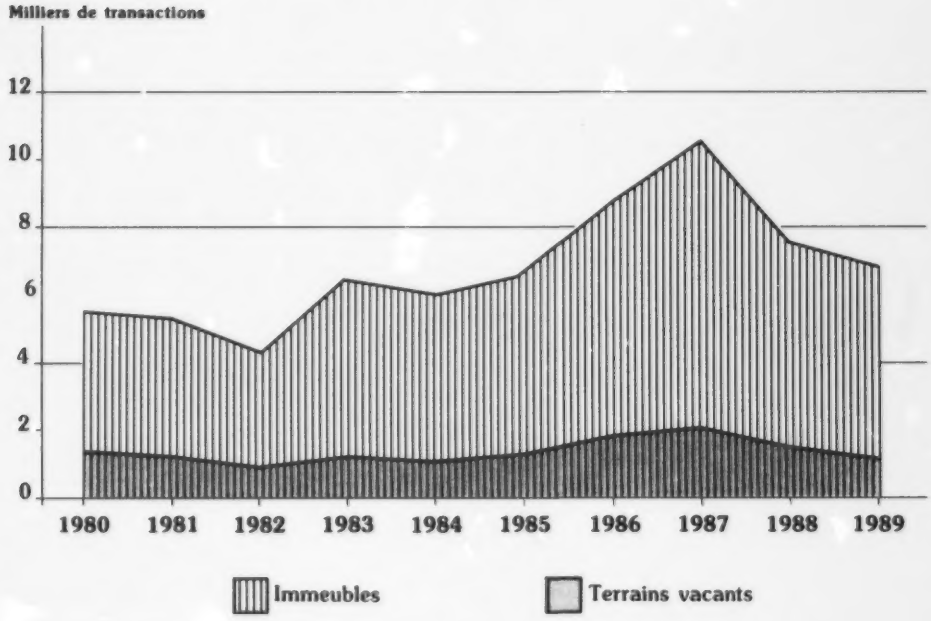
Source: Laval, Service d'urbanisme.

Enfin, en 1989, la construction et l'amélioration de bâtiments institutionnels et gouvernementaux sont demeurées à un niveau comparable à celui de 1988, soit environ 13 M$. Ce niveau est légèrement supérieur à la moyenne des 24 dernières années pour cette catégorie de construction dans la région de Laval.

Graphique 12

Nombre de transactions immobilières

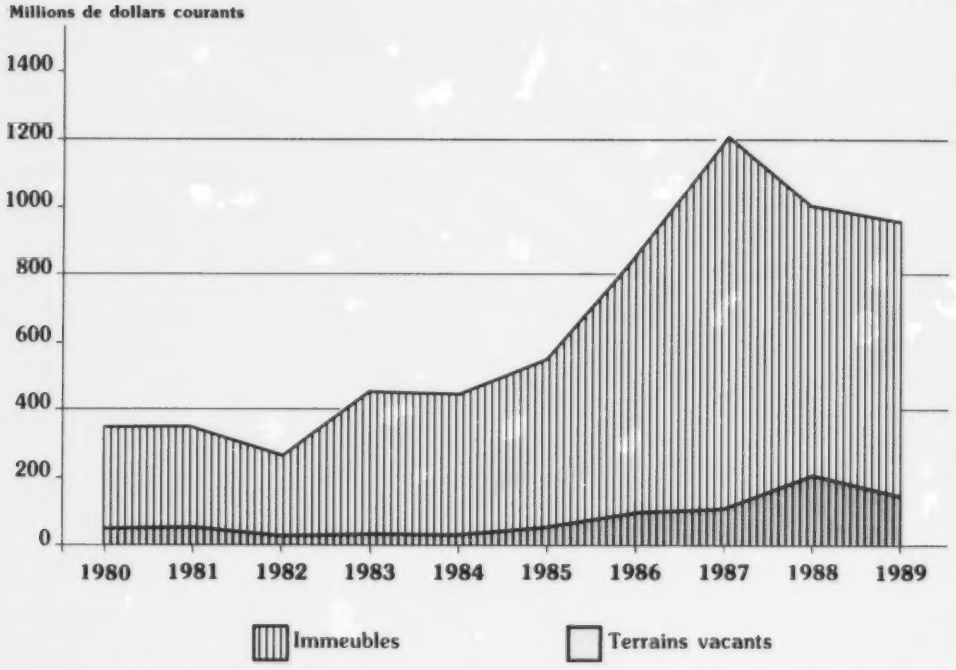
Laval, 1981 à 1989



Source: Laval, Service du budget, Dossier statistique, décembre 1989 et Service de l'évaluation.

Graphique 13

Valeur des transactions immobilières
Laval, 1981 à 1989



Source: Laval, Service du budget, Dossier statistique, décembre 1989 et Service de l'évaluation.

2.3 Le secteur primaire

Les activités du secteur primaire procurent du travail à près de 2 000 personnes. Environ le quart des emplois se retrouvent dans des entreprises engagées dans l'extraction d'agrégats telles que Simard-Beaudry, Corival inc. et Demix Béton Agrégats.

Les autres personnes travaillent dans le domaine agricole. Selon le MAPAQ, il y avait 299 exploitations agricoles à Laval en 1987. La majeure partie des exploitants (171) produisent des légumes. La superficie consacrée à cette activité est de l'ordre de 1 800 hectares. La production légumière se concentre dans les parties ouest et nord du territoire. Quant à la serriculture, elle intéresse environ 160 établissements pour la production de légumes et de fleurs.

2.4. L'investissement

Dans l'ensemble, les dépenses des entreprises publiques et privées en immobilisations et en réparations s'élèvent à 1 263 M$ en 1989 à Laval. Le secteur privé investit plus d'un milliard de dollars, environ quatre fois plus que les gouvernements et les institutions publiques. Entre 1987 et 1989, les investissements ont diminué de 13,5 % à Laval, principalement en raison du ralentissement de la construction résidentielle, alors que le Québec enregistrait une hausse de 20 %.

2.4.1 Les dépenses privées

C'est principalement au secteur de l'habitation qu'il faut attribuer une baisse de près de 20 % des investissements privés entre 1987 et 1989. Au cours des deux dernières années les montants consacrés à l'habitation ont été réduits de 28,8 %. La part relative de ce secteur est ainsi passée de 62 % en 1987 à 51 % en 1989. Néanmoins, c'est toujours l'habitation qui caractérise le plus l'investissement régional. À titre de comparaison, sur l'île de Montréal, l'habitation représente seulement 16,7 % des dépenses d'investissement.

Malgré son importance majeure sur le plan de l'emploi, l'activité commerciale a suscité peu de dépenses d'immobilisations et de réparations en 1989, soit à peine 2 % de tous les investissements. Par ailleurs, le secteur des finances, assurances et affaires immobilières accapare un peu plus de 10 % des dépenses, une proportion deux fois plus élevée que celle de l'île de Montréal. Enfin, près de la moitié des quelque trente millions de dollars dont a bénéficié le secteur manufacturier en 1989 était destinée aux activités de fabrication de machines, de matériel de transport, de produits en métal et de première transformation des métaux.

2.4.2 Les dépenses publiques

La présence du secteur public à Laval représentait, en 1989, environ 20 % de l'ensemble des investissements privés et publics de la région (248 M$). En excluant les entreprises publiques (STL, Hydro-Québec, etc.) ce sont plus de 190 M$ (79 %) qui ont été dépensés par les ministères, organismes et institutions des trois administrations publiques.

L'administration locale a suscité les trois-quarts (145 M$) des dépenses des administrations publiques en immobilisations et en réparations. Dans l'ensemble du Québec, les administrations locales ont engendré 44 % des investissements gouvernementaux en 1989.

L'administration provinciale a consacré à Laval moins de 2,0 % de ses dépenses d'investissement en 1989, ce qui en fait la région du Québec qui a le plus faible pourcentage à cet égard. On remarque toutefois une progression des investissements provinciaux depuis 1987. Par ailleurs, 2,7 % de l'ensemble des investissements fédéraux effectué au Québec en 1989 (542 M$) étaient destinés à la région de Laval.

TABLEAU 24
INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS LAVAL, MONTRÉAL ET LE QUÉBEC (000 $)

	Privés	Publics	Total
Laval			
1987	1 266 260	193 598	**1 459 858**
1988	1 042 790	231 544	**1 274 334**
1989	1 015 005	247 572	**1 262 577**
Île de Montréal			
1987	7 195 533	2 066 230	**9 261 763**
1988	7 525 163	2 454 884	**9 980 048**
1989	7 806 939	2 826 118	**10 633 057**
Le Québec			
1987	24 758 593	6 765 607	**31 524 200**
1988	26 420 888	8 323 912	**34 744 800**
1989	28 258 194	9 469 806	**37 728 000**

1. 1987: Données réelles
   1988: Données réelles provisoires
   1989: Prévisions révisées à la mi-année

Source: **B.S.Q., *Investissements privés et publics au Québec, 1987 à 1989*, Tableaux 6, 7 et 8.**

TABLEAU 25
INVESTISSEMENTS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
Laval, 1989[1] (000 $)

	(000 $)	%	(000 $)	%
Primaire et construction			**53 006**	**4,2**
Principaux groupes manufacturiers			**30 347**	**2,4**
— Aliments et boissons	1 199	4,0		
— Papier, imprimerie et édition	4 463	14,7		
— Métaux transformés et produits métalliques	6 990	23,0		
— Machinerie et équipement de transport	7 274	24,0		
— Caoutchouc, plastiques, pétrole et industrie chimique	4 407	14,5		
Transports, communications et autres services publics			**132 229**	**10,5**
Commerce			**27 160**	**2,2**
Finances, assurances et affaires immobilières			**135 052**	**10,7**
Services personnels, commerciaux et services divers			**41 510**	**3,3**
Institutions, ministères et autres organismes gouvernementaux			**193 948**	**15,4**
Habitation			**649 324**	**51,4**
TOTAL			**1 262 577**	**100,0**

1. Prévisions révisées à la mi-année.

Source: **B.S.Q., *Investissements privés et publics au Québec, 1987-1989*, Tableau 18.**

TABLEAU 26
DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS, PAR TYPE D'ORGANISME
Laval, 1987 – 1989 (000 $)

		Immobilisations			Réparations	
Organisme	**Année**	**Construction**	**Machines**	**Total**	**Total**	**Total**
Administration publique	1987	97 120	31 476	128 596	32 261	160 857
	1988	129 236	13 654	142 890	27 563	170 453
	1989	150 208	16 659	165 867	28 714	194 581
Administration publique fédérale	1987	5 428	2 913	8 341	1 176	9 517
	1988	9 023	1 340	10 363	1 120	11 482
	1989	10 997	2 207	13 203	1 223	14 426
Administration publique provinciale	1987	6 625	5 732	12 357	10 461	22 818
	1988	12 005	6 333	18 338	9 971	28 309
	1989	18 230	6 198	24 428	11 020	35 448
Administrations publiques locales	1987	86 068	22 831	107 899	20 624	128 523
	1988	108 209	5 981	114 190	16 472	130 662
	1989	120 981	7 254	128 236	16 472	144 708
Entreprises publiques	1987	8 574	12 298	20 872	11 869	32 741
	1988	23 188	21 236	44 424	16 667	61 091
	1989	25 081	14 350	39 431	13 559	52 991
Total Secteur public	**1987**	**105 694**	**43 774**	**149 468**	**44 130**	**193 598**
	1988	**152 424**	**34 890**	**187 314**	**44 230**	**231 544**
	1989	**175 289**	**30 009**	**205 298**	**42 274**	**247 572**

Source: BSQ, *Investissements privés et publics au Québec*, 1987-1989.

PARTIE 3: LES ESPACES ET LES ÉQUIPEMENTS

L'espace régional peut être envisagé de diverses façons. Voici quelques manières différentes de percevoir Laval.

— La géographie pourrait montrer l'île Jésus comme un territoire presque sans relief avec des sols se prêtant bien à une exploitation agricole extensive. Plus de 17 % de la superficie totale est effectivement utilisée à des fins agricoles et l'agriculture est devenue une dimension notable du développement de la région. Le territoire comporte aussi de nombreux boisés et les plans d'eau qui le bordent constituent des atouts importants pour le cadre de vie que désirent mettre en valeur les autorités municipales.

— Le dernier recensement de 1986 rapporte par ailleurs qu'une population de 284 164 personnes résident sur les 245,40 kilomètres carrés de Laval, soit une densité de 1 158 personnes par kilomètre, ce qui est une densité trois fois moins élevée que celle de la région voisine, l'île de Montréal. Par contre, 47 % des habitants de la région demeurent dans un périmètre délimité par l'autoroute 25, le boulevard Saint-Martin, l'autoroute 13 et la Rivière des Prairies, soit 13 % de la superficie totale; il y a vingt-cinq ans, 55,5 % des gens habitaient ce périmètre.[1]

— Le schéma d'aménagement de la MRC Laval fait aussi ressortir l'existence d'un ensemble de pôles d'équipements urbains d'importance dans un territoire de 16 km^2 autour des intersections de l'autoroute des Laurentides et du boulevard Saint-Martin. On y retrouve quatre centres commerciaux régionaux, un centre de recherches en bureautique, l'Hôtel de ville, des centres de congrès, un Cégep, des salles d'exposition et de spectacles, etc.

Laval a donc les caractères contrastés d'une région qui est à la fois une banlieue métropolitaine, où la maison unifamiliale, dominante du paysage résidentiel, côtoie des champs de légumes exploités commercialement et une ville ayant ses propres facteurs d'attraction, des services desservant d'autres régions, des industries exportatrices et un imposant réseau autoroutier encore à compléter.

3.1 L'évolution de l'urbanisation

Laval doit une large partie de son urbanisation à la vague d'expansion urbaine qui a suivi la Dernière Guerre et qui s'est amplifiée avec le développement autoroutier au cours des années 1960.

La région s'est d'abord développée à partir des têtes de ponts et dans les municipalités situées alors près de celles-ci: par exemple Laval-des-Rapides, Pont-Viau, L'abord-à-Plouffe et Saint-Martin, près des ponts Lachapelle et Viau dès le début des années 1950 ou Duvernay et Saint-Vincent-de-Paul, situées dans l'axe du Pont Pie IX entre 1955 et 1960.

L'ouverture d'un grand nombre de tronçons autoroutiers dans la région métropolitaine et l'implantation du métro à Montréal vers le milieu des années soixante multiplient les points de développement dans les banlieues. La participation de Laval à la croissance métropolitaine diminue alors vers la fin de cette décennie.

L'évolution de la part de la croissance de la population prise par Laval au sein de la région métropolitaine de Montréal illustre bien ce développement:[2]

Part de Laval dans la population nouvelle de la métropole, 1941 à 1971

1941 à 1951: 5,7 %	1961 à 1966: 19,3 %
1951 à 1956: 11,8 %	1966 à 1971: 14,5 %
1956 à 1961: 14,5 %	

1. Service des recherches et de la statistique de Laval, *Laval et les données du recensement fédéral 1986*, Bulletin n° 1, *L'évolution démographiques*, 3 septembre 1986, p. 10.

2. Pierre Labonté, « Le processus de développement urbain » dans *L'espace montréalais: éléments d'urbanisation*, OPDQ, 1976, tableau 2 et 3.

Cette croissance démographique a été accompagnée par l'expansion de l'activité commerciale. Plus d'une vingtaine de centres commerciaux d'envergure moyenne sont apparus à Laval de 1956 à 1967.[1]

Au début des années 1970, on peut schématiser ainsi l'occupation urbaine à Laval:

— l'urbanisation est surtout riveraine, avec une plus large bande, au sud, entre les ponts Pie IX et l'actuel pont Louis-Bisson (autoroute 13);

— le boulevard des Laurentides est le principal axe d'urbanisation nord-sud;

— l'ancien Fabreville présente également un noyau urbanisé notable, autour de l'intersection de l'autoroute des Laurentides et du boulevard Dagenais.

Au cours des années 1970, la réorientation de l'urbanisation, amorcée antérieurement, se poursuit au sein de la métropole. L'étalement résidentiel, appuyé par le système autoroutier et les programmes publics d'accès à la propriété, amène la croissance dans des localités de plus en plus éloignées du cœur de la région métropolitaine.

Dans un tel contexte, Laval réussit néanmoins à hausser sa part de la croissance métropolitaine. Par exemple, sur le marché résidentiel, en 1971, la Ville récolte 9,5 % des permis de bâtir enregistrés dans la région métropolitaine de Montréal; cette part atteint 14,6 % en 1976 et se maintient autour de 15 % jusqu'à la fin de la décennie. De même, l'importance démographique de Laval dans la région métropolitaine s'accroît toujours mais à un rythme moindre: de 5,6 % à 8,3 % de 1961 à 1971, sa part de la population totale de la métropole passe à 9,5 % en 1981 et elle enregistre finalement 9,8 % en 1986.

Au cours des années 1970, Laval consolide donc son urbanisation autour des principaux axes routiers par remplissage des zones déjà existantes ou à proximité de celles-ci. Les principaux axes de développement sont l'autoroute Laval, l'autoroute et le boulevard des Laurentides et le boulevard Saint-Martin. Au total, de 1966 à 1979, Laval a accaparé 10,3 % des hectares résidentiels développés dans la métropole, comparativement à 24,2 % pour les localités plus au nord dans la couronne suburbaine.[2] Mais alors que Laval apparaissait surtout dans les années soixante comme une banlieue résidentielle, elle est devenue progressivement au cours de la décennie soixante-dix un centre régional d'activités multiples. De 1967 à 1975, elle a accueilli 13 nouveaux centres commerciaux, dont certains d'envergure régionale (Carrefour Laval, Centre 2000, Centre Laval) autour desquels un pôle tertiaire majeur a pris forme. Le parc industriel Centre s'est également développé, accueillant de plus en plus d'entreprises.

Les années quatre-vingt voient se poursuivre les tendances amorcées particulièrement au cours de la deuxième moitié des années 1970. On assiste alors à une expansion notable du pôle tertiaire d'activités situé dans un territoire délimité grosso modo par les artères suivantes: les boulevards du Souvenir, Le Corbusier, Curé Labelle et l'autoroute Laval. D'autres noyaux en développement se consolident également: autour des Promenades Saint-François, autour de Place Fabreville et aux intersections des boulevards Sainte-Rose et Arthur Sauvé. La zone industrielle du parc Centre est aussi en pleine expansion: pendant la seule année 1989, on y a annoncé 40 projets d'investissements mettant en valeur un peu plus de deux millions de pieds carrés de terrain.[3]

Enfin, l'étalement résidentiel de la population métropolitaine, qui avait auparavant favorisé Laval, semble maintenant profité davantage aux localités

1. Ville de Laval, *L'avenir est à Laval, Activités commerciales*, 1980.

2. OPDQ, *L'option préférable d'aménagement de la région montréalaise, tendances du développement, actions publiques et avenues de l'option*, septembre 1982, tableau 12.

3. Corporation de développement économique de Laval, *Rapport d'activités*, 1989, p. 10.

riveraines du nord de la rivière des Milles-Îles. Ainsi, la périphérie nord de la métropole affichait en 1988 et 1989 environ deux fois et demie plus de mises en chantier de logements que Laval, alors qu'antérieurement les chiffres étaient relativement semblables.

3.2 L'occupation des sols et le schéma d'aménagement

L'occupation des sols est finalement le résultat de l'urbanisation de la région, reflétant à la fois les choix résidentiels des ménages et les choix d'implantation des entreprises.

La fonction résidentielle est l'usage premier de l'espace lavallois, avec près de 5 500 hectares. Elle occupait 53 % du territoire urbanisé[1] en 1973; cette part est de 47,4 % quinze ans plus tard (1988). La maison unifamiliale a toujours dominé l'espace résidentiel de la région, avec un peu plus des deux tiers du stock de logements. Au cours des cinq dernières années, plus de 20 000 unités de logements ont été construites. Les anciennes zones d'urbanisation connaissent un dépeuplement alors que plusieurs zones à fort développement résidentiel sont observées dans Vimont, Auteuil et Sainte-Rose. Le parc résidentiel de Laval vaudrait plus de 6,6 milliards de dollars selon l'évaluation foncière municipale.

Les réseaux de transports, les communications et les services publics viennent au deuxième rang de l'occupation du territoire urbanisé et accaparent 17,6 % de l'espace régional. Il s'agit principalement du réseau routier, comprenant quatre autoroutes et des lignes maîtresses d'Hydro-Québec.

L'agriculture est également une activité qui occupe une grande partie de l'espace lavallois, avec plus de 4 100 hectares. Près de 300 exploitations agricoles y ont été recensées en 1987[2]; 9,7 % de celles-ci avaient 34 hectares et plus de superficies. Environ le quart de l'espace agricole utilisé est consacré aux fourrages; un peu moins du tiers (31,9 %) est exploité pour des céréales (maïs, orge, blé, avoine). Par ailleurs, 171 producteurs de légumes cultivent 1 803 hectares, surtout à Sainte-Dorothée, Auteuil et Chomedey.

Les commerces et les services se répartissent sur 1 261 hectares, soit un peu moins du double d'il y a quinze ans. Le marché des immeubles destinés aux bureaux et au tourisme d'affaires a favorisé au cours des dernières années un accroissement de ces usages du sol. De 1985 à 1990, 26 nouveaux édifices à bureaux d'importance ont été construits à Laval, ajoutant près de deux millions de pieds carrés à la superficie locative antérieurement offerte.[3] En outre, depuis 1986, quatre projets hôteliers d'envergure et trois complexes de salles de réceptions et de congrès ont été réalisés. Par ailleurs, bien que des centres commerciaux existants aient connu des agrandissements au cours des dernières années, l'espace commercial s'est surtout déployé le long des artères suivantes: boulevard Labelle, boulevard Le Corbusier, boulevard Saint-Martin, boulevard des Laurentides.

Les activités manufacturières correspondent à 2,3 % des terrains urbanisés ou 1,1 % de tout le territoire régional. Les quatre parcs industriels présentent cependant un total de 981 hectares dont 37 % ne sont pas encore utilisés.[4] Au cours des cinq dernières années, les investissements industriels effectués ont permis de développer 1,9 million de mètres carrés de terrains dans ces parcs, soit une moyenne de près de 38 500 mètres carrés par année.[5]

1. L'expression « territoire urbanisé » utilisée ici pour comparer les données selon les années regroupe les catégories suivantes: résidences, industries, commerces, services et institutions, transports, communicatons et utilités publiques.

2. Conférence de Hugues Leblanc, MAPAQ, le 12 décembre 1989, à Laval.

3. Luc Simard, CODEL, *L'immobilier commercial à Laval*, notes et informations, 19 janvier 1990, p. 5.

4. À noter: des usages autres que manufacturiers peuvent être retrouvés dans un parc industriel.

5. Luc Simard, CODEL, *L'immobilier commercial à Laval*, op. cit. p. 4.

TABLEAU 27
UTILISATION DU SOL
Laval
Territoire occupé par catégorie d'utilisation

Catégorie d'utilisation	Part en % de la superficie totale		Superficie en hectares
	1984	1988	1988
Résidentielle	20.83	23.30	5 491.47
Manufacturière	1.05	1.13	267.34
Transports, communications et services publics	17.27	17.59	4 147.14
Commerciale	1.99	2.38	561.32
Services	2.86	2.97	699.59
Culturelle, récréative et de loisirs	1.86	1.72	404.36
Agriculture et activités connexes		17.40	4 101.72
Exploitation forestière et services connexes	20.00	0.09	21.31
Exploitation minière		1.44	339.26
Terrains non exploités et étendues d'eau	34.14	31.98	7 539.65
TOTAL	**100,00**	**100,00**	**23 573,16**

Source: 1984: Service des recherches et de la statistique de la Ville de Laval; dossier statistique, révision de septembre 1985, tableau 3.1.1, d'après des données du service de l'évaluation.

1988: Service du budget de Laval, dossier statistique, édition du 6 décembre 1989, tableau 3.1.1, d'après des données du service de l'évaluation.

Le parc industriel Centre est le plus développé des parcs de Laval. Il n'y reste d'ailleurs presque plus de terrains aménagés. Un plan d'aménagement des secteurs nord et nord-ouest du parc Centre est en cours d'élaboration pour accroître la banque de terrains utilisables. Le Parc scientifique et de haute technologie est pour sa part stratégiquement important pour l'économie régionale en raison du genre d'entreprises auxquelles il est destiné.

Enfin, l'administration régionale s'est dotée d'un instrument qui trace les grandes lignes de l'urbanisation et de l'occupation du sol à Laval pour les cinq prochaines années. Il s'agit du schéma d'aménagement du territoire de la municipalité régionale de comté de Laval. Ce dernier résulte d'un processus qui a débuté en 1982 et qui s'est terminé le 2 février 1990 avec l'entrée en vigueur du schéma. Ce schéma devrait favoriser une harmonie entre les fonctions urbaines et agricoles. Les grandes orientations d'aménagement qui l'encadrent sont les suivantes:

— amélioration de la qualité du milieu de vie;

— protection et mise en valeur de l'environnement;

— consolidation et revitalisation des pôles et secteurs de développement;

— mise en valeur de la zone agricole.

Ces orientations s'appuient aussi sur une politique de développement économique en cinq points: le développement d'un parc scientifique et de haute technologie, le tertiaire moteur, le développement industriel, l'agriculture et le développement touristique.

Carte 3

LAVAL – Utilisation du sol

(Source : Schéma d'aménagement – Mars 1989)

Service d'Urbanisme - Juin 1990

- Zone agricole *(Consultation du 6 mars 1990)*
- Zone résidentielle
- Zone industrielle
- Zones commerciale et tertiaire

Divers programmes d'actions sectorielles viendront également appuyer les orientations d'aménagement. En voici quelques exemples. Le développement résidentiel de faible et moyenne densité à caractère familial sera favorisé dans des secteurs déjà viabilisés ou pouvant l'être de façon rentable, avec des coûts d'infrastructures aux frais des promoteurs. De même, les activités de bureaux seront regroupées dans un pôle de services. En tourisme, il est prévu une utilisation plus intensive des rivières et du lac des Deux Montagnes de même que l'établissement d'un parc régional sur les îles et berges de la rivière des Mille-Îles. Il y aura aussi un développement plus accentué d'un pôle culturel et éducatif dans l'axe du boulevard de l'Avenir. En matière d'environnement, outre la poursuite de l'assainissement des eaux, il y aura une politique de gestion des déchets et une politique pour régir le développement en territoires inondables.

TABLEAU 28
PARCS INDUSTRIELS
Laval, 1989

Caractéristiques	Parc scientifique et de haute technologie	Centre	Est	Ouest
Superficie totale (hectares)	75	502	104	300
Superficie disponible (hectares)	55	n.d.[1]	25	280
Services publics	Tous ou adjacents	Tous les services	Tous ou adjacents	Adjacents
Nombre d'établissements	8	850	230	9
Nombre d'emplois	930	19 900	2 600	170
Propriétaires	Ville de Laval Institut Armand-Frappier	Ville de Laval Privés	Privés	Privés

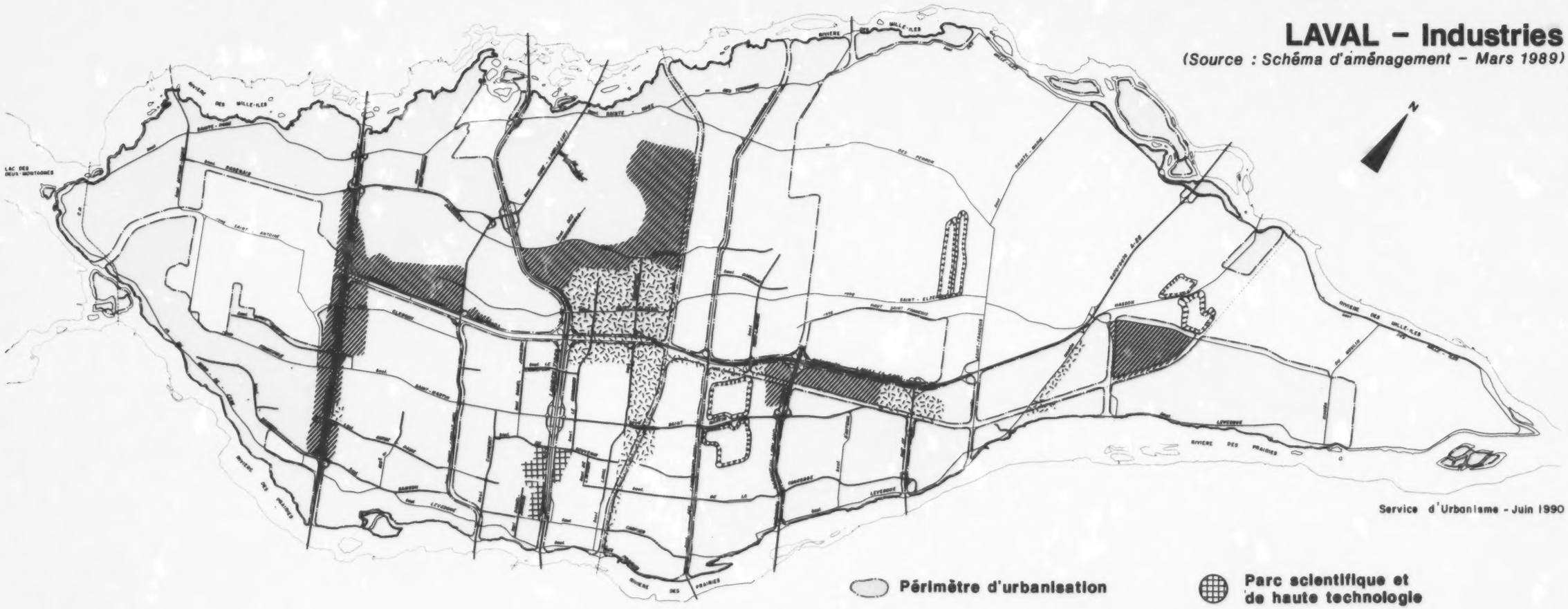
1. n.d.: non disponible

Source: Corporation de développement économique de Laval

Carte 4

LAVAL – Industries

(Source : Schéma d'aménagement – Mars 1989)


N
RIVIERE DES MILLE-ILES
RIVIERE DES PRAIRIES
LAC DES DEUX MONTAGNES
BOUL. SAINT-MARTIN
BOUL. DAGENAIS
BOUL. SAINT-ANTOINE
BOUL. CURÉ-LABELLE
BOUL. DES LAURENTIDES
AUTOROUTE 440
AUTOROUTE 15
AUTOROUTE 13
BOUL. SAINT-ELZÉAR
BOUL. SAINTE-ROSE
BOUL. DE LA CONCORDE
BOUL. LEVESQUE
BOUL. DES PEUPLIERS
BOUL. SAINTE-MARIE
BOUL. DU SOUVENIR
BOUL. DU SOUVENIR N.-O.
BOUL. DU SOUVENIR S.-O.
BOUL. DU CURÉ-LABELLE
BOUL. DE LA CHRISTIE
BOUL. DU CURÉ-LABELLE
BOUL. DU SOUVENIR
BOUL. DU SOUVENIR S.-E.
BOUL. DU SOUVENIR N.-E.

3.3 Les équipements et les services publics

3.3.1 Un pôle régional

Pour ce qui est des équipements urbains, privés et publics, un ensemble majeur ressort à Laval en raison du regroupement d'activités qui s'y trouve. Dans un territoire gravitant autour de l'intersection de l'autoroute des Laurentides et du boulevard Saint-Martin, se répartissent:

— un pôle commercial, avec quatre centres commerciaux régionaux;

— un pôle de services administratifs, avec l'Hôtel de ville, la Maison du commerce, de l'industrie et du tourisme, le Centre canadien de recherches en bureautique et plusieurs édifices à bureaux récents;

— un pôle touristique comprenant deux centres de congrès accompagnés d'équipements d'accueil, dont des hôtels;

— un pôle éducatif et culturel, avec le CÉGEP Montmorency, la salle André-Mathieu et la Maison des Arts.

3.3.2 Les infrastructures de transport

Les infrastructures routières constituent un deuxième trait dominant des équipements à Laval. Jumelées à un bon potentiel d'espaces à développer à des prix avantageux par rapport à l'île de Montréal, ces infrastructures sont un des principaux atouts de localisation régionale. Laval se situe ainsi au centre d'un triangle formé par les aéroports de Mirabel et de Dorval ainsi que par le centre-ville de Montréal. Cette position stratégique est essentiellement supportée par le réseau routier où il convient de signaler surtout:

— l'autoroute des Laurentides (A-15), traversant la région dans le sens nord-sud, longeant le parc industriel Centre et le parc de haute technologie, donnant accès aux aéroports et au port de Montréal ainsi qu'au cœur de la métropole et aux Laurentides;

— l'autoroute Chomedey (A-13), également dans le sens nord-sud, longeant le parc industriel Ouest, donnant accès aux aéroports et aux routes menant aux États-Unis;

— l'autoroute Papineau-Leblanc (A-19), dans le sens nord-sud, donnant accès au port et à l'Est de Montréal;

— l'autoroute Laval (A-440), non terminée, permettant des déplacements est-ouest et reliant entre elles les autres autoroutes de la région.

Cependant, ce réseau est déjà saturé par la circulation en plusieurs points. La A-440 n'offre les services réels d'une autoroute que sur une petite partie; son prolongement est prévu dans le schéma d'aménagement de la MRC (1990) et dans le plan de transport déposé par le gouvernement (1988). La réfection d'une partie de la A-13 est également envisagée. Des prolongements et des réaménagements sont aussi prévus pour les autoroutes A-15 et A-19. Le parachèvement de l'autoroute A-25 dans l'Est de Montréal et à Laval, avec la construction d'un nouveau pont, est également prévu au plan des transports du gouvernement et demandé par plusieurs intervenants régionaux. Dans son schéma d'aménagement, la MRC de Laval projette en outre de compléter le réseau des artères collectrices et d'ajouter des axes routiers dans le sens est-ouest.

La comparaison des enquêtes Origines-Destinations de 1982 et de 1987 fait en outre ressortir un accroissement du nombre quotidien moyen de déplacements effectués par les Lavallois ainsi qu'une hausse du nombre d'automobiles par logis (ce dernier rapport était de 1.42 en 1988 contre 1.07 pour la grande région métropolitaine de Montréal)[1]. La participation de plus en plus grande des femmes au marché du travail est une des causes de cette mobilité accrue. D'autres facteurs, tels que la déréglementation des heures d'ouverture des commerces et l'étalement des heures de travail pourraient aussi y contribuer à l'avenir.

Bien que la population de Laval utilise majoritairement l'automobile pour ses déplacements, le transport en commun y demeure une dimension notable de la circulation des personnes. Un peu moins de 20 millions de passagers payants sont véhiculés annuellement par la Société de transport de la Ville de Laval; l'achalandage affiche toutefois une tendance à la baisse depuis quelques années. Des améliorations ont cependant été apportées; notons l'expansion du services des navettes desservant 21 résidences pour personnes âgées, l'acquisition de 75 nouveaux autobus en 1988 et 1989 et l'ouverture en 1988 d'une voie réservée sur le pont Viau.[2] Le prolongement du métro de Montréal vers Laval est prévu et contribuera sans doute à accroître l'usage du transport collectif. De nouvelles voies réservées sur les ponts reliant Laval à Montréal sont en outre à l'étude.

Au plan du transport des personnes, les infrastructures de circulation de Laval doivent en fait rencontrer un double objectif: assurer une desserte locale dans le sens est-ouest tout en facilitant une desserte régionale dans le sens nord-sud, particulièrement vers l'île de Montréal. Les améliorations envisagées au réseau routier et au réseau du transport en commun visent à atteindre cet objectif.

Enfin, les sociétés ferroviaires Canadien National et Canadien Pacifique desservent les parcs industriels de la région et relient celle-ci au port de Montréal pour le transport maritime des marchandises.

Infrastructures de transport à Laval

Voies routières publiques en kilomètres (1989)	
juridiction municipale:	1 373,0
juridiction provinciale:	50,2
Voies ferroviaires en kilomètres (1989)	
Canadien National	3,5
Canadien Pacifique	33,8
Société de transport de la Ville de Laval (1988)	
longueur des routes utilisées en kilomètres	605

3.3.3 *Les réseaux scolaires, de santé et de services sociaux*

Les Commissions scolaires des Milles-Îles, de Saint-Eustache, de Chomedey de Laval, de Laurenval et Les Écores couvrent le territoire régional, et y administrent ensemble 129 écoles qui accueillent environ 45 000 élèves. Après une baisse de la population d'âge scolaire au début des années 1980, l'accroissement des naissances a fait augmenter les effectifs, si bien que la clientèle du secteur élémentaire s'est accrue de 10,8 % de 1984 à 1988. La dernière prévision démographique de Ville de Laval fait d'ailleurs état d'une progression

1. Comité technique STL-STCUM-Polytechnique, *Mobilité des Lavallois, tendances préliminaires*, 5 avril 1989, pages 5 et 10.

2. Société de transport de la Ville de Laval, *Rapport d'activité*, 1988.

graduelle de la population âgée de 0 à 19 ans; celle-ci passerait de 78 905 en 1986 à 86 900 en 2006.[1] La demande pour les équipements scolaires se maintiendrait donc.

Le réseau de santé et des services sociaux dispose en première ligne de quatre CLSC (Sainte-Rose de Laval, Norman-Bethune, du Marigot, des Milles-Îles) ainsi que de 35 centres d'hébergement. En outre, malgré les lits offerts en centres hospitaliers (685) et l'agrandissement en cours de la Cité de la santé, Laval et sa zone de desserte, au nord, auraient besoin de places additionnelles en raison notamment de la croissance démographique et du vieillissement des gens. Une étude, rendue publique le 2 juillet 1990, conclut d'ailleurs à la nécessité de construire un autre hôpital à Laval, vraisemblablement dans l'ouest de la ville.[2]

En outre, la désignation de Laval comme région administrative amènera la mise en place d'un centre régional de la santé et des services sociaux (CRSSS), ce qui accroîtra l'autonomie de Laval à l'égard de la gestion des équipements dans ce domaine.

3.3.4 Les équipements communautaires

La région lavalloise offre à sa population des salles de spectacles, dont les principales sont la Maison des Arts et la salle André-Mathieu, un réseau de bibliothèques, plusieurs centres communautaires ainsi qu'un grand nombre de parcs de voisinage, des boisés et un parc urbain régional (le Centre de la nature). L'existence à Laval d'un Service des arts de création témoigne de plus de l'importance acquise par les équipements culturels, fréquentés par les résidants mais aussi par une clientèle de plus en plus nombreuse provenant des régions voisines. En outre, pour tenir compte de la diversification de la population, l'aménagement d'une bibliothèque multiculturelle est en cours. Enfin, le projet d'une autre salle de spectacles d'une capacité d'environ 1 200 places, est envisagé pour 1991 ; une étude de faisabilité vient de débuter à ce sujet.

De plus, au plan communautaire, il est pertinent de souligner l'importance accordée au réseau de garderies à Laval. Consciente de besoins non encore satisfaits à cet égard, l'administration locale met l'accent sur la planification du réseau de garderies, y compris dans son schéma d'aménagement. La Ville de Laval a d'ailleurs formé à cet effet un comité mixte avec l'Office des services de garde à l'enfance.

3.3.5 Les équipements de traitement des eaux

Laval dispose de trois usines de filtration (à Chomedey, à Pont-Viau, à Sainte-Rose) ayant une capacité totale de 385 000 mètres cubes par jour. Le réseau d'acqueduc totalise 1 263 399 mètres.

Les collecteurs d'égouts s'étendent sur 35 722 mètres de longueur. Présentement, environ les deux tiers des eaux usées de Laval ne sont pas traitées et sont rejetées dans les rivières. Les deux usines d'épuration existantes (Fabreville et Duvernay) desservent environ 100 000 personnes. Au cours des années 1980, près de 500 M$ de travaux ont été réalisés pour l'assainissement des eaux à Laval. La construction d'une autre usine (Auteuil) vient de débuter et se terminera en 1992. La réalisation d'une quatrième usine (Lapinière) est envisagée. Le coût total en serait de 107 M$ et les travaux se termineraient

1. Serge Benoit, Service du budget et de la recherche, Ville de Laval, *Perspectives de population pour Ville de Laval et ses secteurs de recensement*, 1991-2011, janvier 1990, p. 11.

2. Conseil et Gestion d'organisation, en collaboration avec le Comité de planification du nouvel hôpital à Laval (Ville de Laval), *Mémoire concernant la construction d'un deuxième hôpital à Laval* — 1990, Montréal, 27 pages et annexes.

en 1995. Dans ce dernier cas, aucune décision n'est encore prise ; mentionnons qu'il existe une solution alternative selon laquelle les eaux usées seraient acheminées vers Montréal pour être traitées par l'usine de la CUM.

TABLEAU 29
ÉTABLISSEMENTS ET EFFECTIFS SCOLAIRES
Laval

		Niveau		
		Préscolaire et primaire[1]	**Secondaire**	**Collégial**
Nombre d'établissements	1989	95	27	1
Effectifs scolaires				
	1987-1988	25 629	19 163	4 313
	1988-1989	26 493	18 815	4 283
	1989-1990	26 885	18 267	n.d.[2]

1. Ces données concernent les écoles publiques des commissions scolaires suivantes : Les Écores, Saint-Eustache, Chomedey de Laval, Des Milles-Îles et Laurenval.

2. n.d. : non disponible.

Sources : Ministère de l'Éducation, Direction régionale de Laval-Laurentides-Lanaudière, mai 1990.
Pour le collégial, les données proviennent du dossier statistique du Service du budget de Laval, 6 décembre 1989, tableau 5.2.1.

TABLEAU 30
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
Laval, 1989

Catégories	**Nombre**	**Capacité**
Centres hospitaliers[1]	3	685 lits
Cliniques médicales et dentaires	68	
CLSC (plus 3 succursales)	4	
Centres d'hébergement	35	1 912 places
Familles d'hébergement et foyers de groupe	93	596 places
Garderies, haltes-garderies, jardins d'enfants, pré-maternelles (secteur privé)	194	3 069 places
Centre de travail adapté	1	55 places
Centres de réadaptation		
avec hébergement	7	543 places
sans hébergement	2	150 places
HLM pour personnes âgées	9	869 logements
HLM pour retraités et semi-retraités	14	2 856 logements

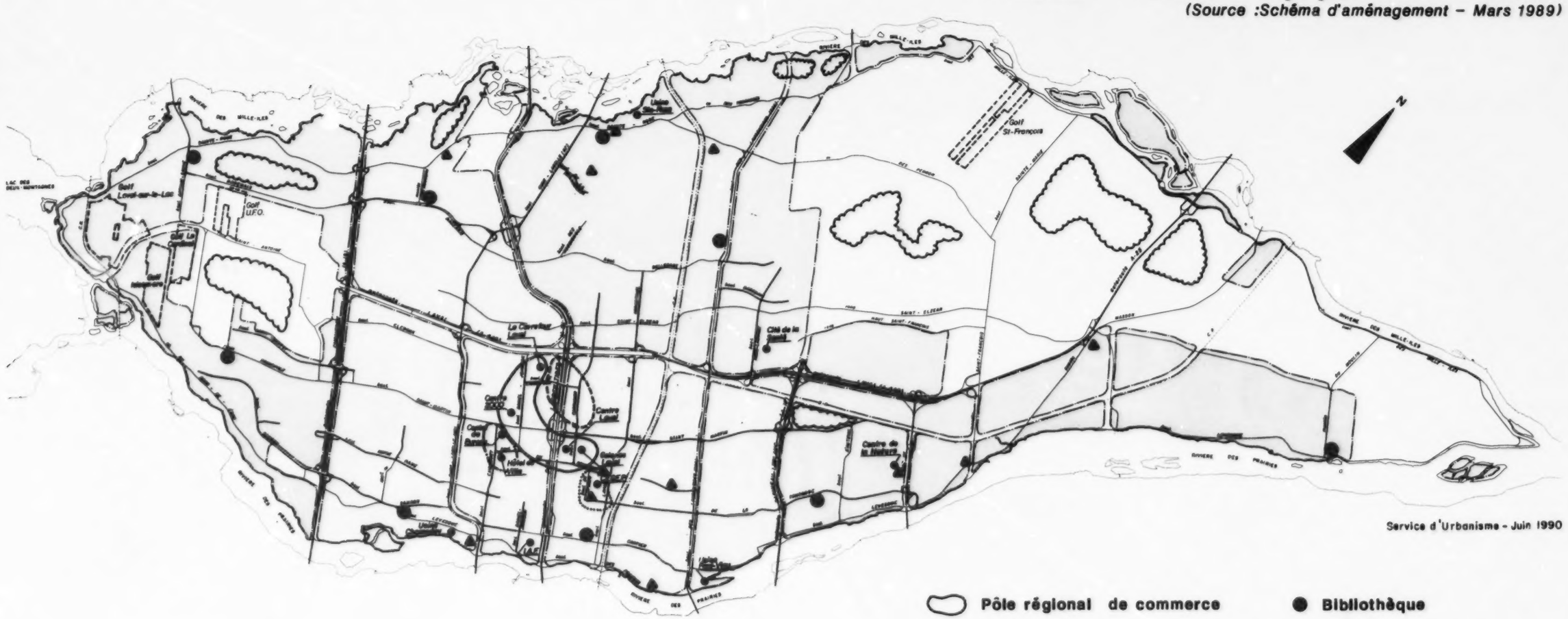
1. Des informations obtenues des hôpitaux et de la Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval indiquent qu'il y a trois centres hospitaliers : Cité de la santé (361 lits, médecine générale), Hôpital Saint-Jude de Laval (204 lits, hébergements et soins prolongés), Hôpital juif de réadaptation (120 lits).

Source : Service du budget de Laval, dossier statistique, édition du 6 décembre 1989, tableau 5.3.1.

Carte 5

LAVAL – Grands équipements urbains

(Source :Schéma d'aménagement – Mars 1989)



Service d'Urbanisme – Juin 1990

- Pôle régional de commerce
- Pôle de services administratifs
- Pôle culturel et éducatif
- Pôle d'accueil touristique
- Périmètre d'urbanisation
- Bibliothèque
- Salle de spectacles
- Grand bois
- Golf

PARTIE 4: ACTUALITÉ RÉGIONALE ET DOSSIERS PRIORITAIRES

4.1 L'actualité régionale et les agents socio-économiques

Compte tenu de la taille de la région et de son dynamisme socio-économique, il n'est pas étonnant de constater que Laval foisonne en organismes socio-économiques de toutes sortes: clubs sociaux et sportifs, clubs de l'âge d'or, centres éducatifs, coopératives d'habitation, fondations, fabriques, ligues, sociétés de développement, regroupements multiples, etc. Les services de Ville de Laval ont constitué une liste de 1 396 groupes ou associations diverses dans les différents domaines sociaux, communautaires et économiques de leur territoire. Les actions de ces organismes s'inscrivent en filigrane de l'actualité régionale. Il n'entre pas dans le cadre de ce bilan de traduire toute la richesse de la vie collective qui s'ensuit. Cependant, certains organismes peuvent être ressortis en raison de l'impact qu'ils ont sur des dossiers jugés prioritaires pour la région.

Ainsi, au plan économique, la Corporation de développement économique de Laval et la Chambre de commerce de Laval représentent les intérêts des divers milieux en faveur du développement de l'économie lavalloise. Au plan social, la Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval et le Conseil consultatif des aînés sont des exemples d'intervenants associés à deux problématiques communautaires importantes pour l'avenir de la région: les services de santé et le vieillissement. Enfin, plusieurs intervenants gravitent autour du domaine agricole, secteur d'activités considéré comme prioritaire et dont l'originalité mérite d'être signalée au sein d'une métropole.

La Corporation de développement économique de Laval (CODEL)

La CODEL est un organisme sans but lucratif créé en 1985. Presque entièrement financée par la Ville de Laval, la Corporation a pour mandat de stimuler le développement de Laval et d'animer la vie économique. Les secteurs d'intervention de l'organisme sont les suivants: industries, commerces, services professionnels et d'affaires, habitation et agriculture. La CODEL souscrit à une stratégie de développement économique en trois grands points[1]:

« — consolider le tissu économique existant, en renforçant les principaux secteurs d'activités que sont l'industrie manufacturière et les services professionnels et d'affaires;

— diversifier la structure industrielle en visant le développement et la mise sur pied de secteurs reliés à la haute technologie ainsi qu'à la recherche et au développement;

— favoriser l'amélioration de la qualité de vie, en respectant les orientations du schéma d'aménagement de Ville de Laval. »

Après cinq ans d'existence, l'organisme engagera en 1990 une réflexion sur son avenir et sur les orientations du développement économique de Laval. Son programme de travail actuel identifie néanmoins un certain nombre de dossiers prioritaires, soit:

— le parc scientifique et de haute technologie;

— le partenariat d'affaires et la sous-traitance;

— une stratégie de développement résidentiel, qui sera définie en 1990 par un comité conjoint formé de représentants des constructeurs et de la Ville;

— la mise en valeur du territoire agricole, appuyée par une stratégie à venir de mise en valeur des terres non exploitées;

1. CODEL, *Programme d'activités*, 1990, p. 9.

— un centre de culture biologique situé en zone agricole et qui supportera la formation, l'expérimentation, la commercialisation et la diffusion de l'information dans ce domaine;

— la création d'un service de renseignements et d'accueil, créé en 1989, et destiné à la communauté d'affaires ainsi qu'à la population en général.

La Chambre de commerce de Laval

La Chambre de commerce de Laval existe depuis 24 ans et regroupe environ 2 200 membres. Vouée à la promotion des intérêts économiques de ses membres et de Laval, la Chambre est notamment active par son soutien à l'entrepreneurship local, par l'organisation du Salon du commerce de Laval (plus de 60 exposants) ainsi que par l'attribution de prix d'excellence aux entrepreneurs et entreprises de la région. Elle organise des déjeuners débats et prend position sur des dossiers d'actualité touchant ses membres ou la région. Elle émet des avis, entres autres, sur la future taxe fédérale sur les produits et services, la politique des heures d'ouverture des commerces, le plan de transport de la région de Montréal et la zone agricole de la MRC. La Chambre participe en outre autant aux activités de la CODEL qu'à celles de la Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval. Le président de l'organisme a récemment exprimé publiquement les priorités de la Chambre pour l'année 1990, soit:

— la réalisation d'un pont dans l'est de la région;

— le prolongement de l'autoroute 440;

— la construction d'une écluse sur la Rivière-des-Prairies.

La Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval

Cette Table existe depuis janvier 1978 et a pour buts:

— de trouver des réponses adéquates aux besoins socio-sanitaires de la population lavalloise;

— de promouvoir la création d'un conseil régional pour Laval.

L'organisme regroupe des représentants de 32 organismes ou établissements. L'une des prises de position les plus récentes de la Table est comprise dans un mémoire soumis en janvier 1990 concernant l'avant-projet de loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le regroupement est d'accord avec le gouvernement quant à la formation de centres d'hébergement et de soins prolongés. Il souligne d'ailleurs que Laval serait le territoire le plus dépourvu à cet égard et que le nombre de lits en hébergement et soins prolongés devrait y être augmenté.

L'organisme soulève aussi le problème de l'absence à Laval d'un centre hospitalier universitaire ou d'une institution universitaire. Cette absence ressort d'autant plus que Laval est la deuxième ville en importance au Québec par la taille, qu'elle dispose d'un parc de haute technologie, comprenant l'Institut Armand-Frappier et que plusieurs activités de R-D y sont présentes. L'Hôpital Juif de Réadaptation a déjà fait parvenir une demande au gouvernement pour être reconnu comme institut universitaire.

Enfin, dans l'esprit de l'orientation gouvernementale en faveur d'une régionalisation et d'une décentralisation, la Table propose de faire à Laval une

Le Conseil consultatif des aînés

Le vieillissement est un phénomène d'actualité. Même si la population lavalloise est globalement plus jeune que celle de Montréal, elle vieillit plus rapidement. On prévoit que d'ici dix ans environ 13 % des Lavallois auront plus de 65 ans. On relève plus d'une cinquantaine de clubs de l'âge d'or à Laval et plusieurs autres organismes s'intéressent également aux besoins des gens âgés. C'est en réponse à cette réalité que fut créé en août 1989 le Conseil consultatif des aînés. Initiative de la Ville de Laval, ce Conseil dispose d'un secrétariat et d'un soutien technique assumés par la Ville de Laval. Comprenant 21 membres, l'organisme a pour rôle de définir les services dont les aînés ont besoin, par exemple dans les domaines du transport, de la sécurité, des espaces verts, du logement, des finances ou des loisirs et de recommander ensuite les actions à prendre.[1] Déjà le Conseil est le promoteur d'une « Place des aînés », un centre qui se voudrait un endroit de rencontres, de services et d'information, un projet qui pourrait se concrétiser dès l'automne 1990.

Les intervenants en agriculture et horticulture

En décembre 1989, un colloque sur l'orientation de l'agriculture et de l'horticulture lavalloises montrait à quel point ces dimensions sont importantes dans la réalité régionale. De même, la CODEL reconnaissait l'an dernier cette importance en créant un poste de commissaire au développement agricole. La mise en valeur du territoire agricole se trouve également parmi les quatre grandes orientations du schéma d'aménagement de la MRC comme elle est dans les dossiers prioritaires de la Corporation de développement économique. Parmi les projets envisagés dans ce domaine, mentionnons la création par la Ville d'un Centre de développement de l'agriculture biologique et la mise sur pied d'un Centre de distribution de produits horticoles.

Outre les dizaines d'expoitants ou de producteurs, plusieurs organismes sont directement concernés par le domaine agricole de la région. Notons, à titre d'exemples, la Société d'agriculture de Laval, l'Union des producteurs agricoles de Laval (UPA), l'Association des jardiniers maraîchers de la région de Montréal, le Centre de recherches en sciences appliquées à l'alimentation, la Société d'horticulture et d'écologie de Laval, l'Association Paysage - Québec - Nord de Montréal, le Centre Vanier, l'Association des architectes-paysagistes du Québec, etc.

L'UPA de Laval regroupe environ 325 membres. Elle siège à la CODEL. Le zonage agricole est pour cet organisme un dossier prioritaire. En 1988, une entente est intervenue entre la Ville de Laval et l'Union des producteurs agricoles concernant les limites des zones agricoles permanentes et provisoires ainsi que les principes qui régiront les interventions dans les différentes parties du territoire agricole. L'UPA se préoccupe également des terres non encore exploitées, de la mise en marché, des achats locaux, de la réglementation municipale, de la fierté des producteurs, de la main-d'œuvre agricole, etc.

L'Association Paysage - Québec - Nord de Montréal date de plus de 25 ans et regroupe 190 entreprises. Laval y occupe une place prépondérante car on trouve dans la région plusieurs entrepreneurs parmi les plus importants du Québec. L'organisme fait la promotion de services professionnels dans plusieurs secteurs: aménagement paysager, pépinières, centres-jardins, services d'entretien d'espaces verts, irrigation, etc.

1. D'après l'allocution de madame Pierrette Patenaude, membre du Comité exécutif de Laval, à l'occasion de la séance d'information sur le Conseil consultatif des aînés, le 16 août 1989.

Le Centre Vanier accueille environ 45 étudiants à temps plein dans le domaine de l'horticulture ornementale. Il s'agit d'un cours de niveau secondaire professionnel. L'école envisage en outre développer des spécialisations en structure d'aménagement paysager et en culture écologique.

Ces trois exemples très différents témoignent, parmi d'autres, de la vitalité de l'activité agricole et horticole de Laval.

4.2 Les dossiers prioritaires

Tout au long de la réalisation de ce portrait de la situation socio-économique de Laval, en consultant divers documents, en analysant les données, en discutant avec des intervenants lavallois, les dossiers suivants sont apparus stratégiques pour le développement de la région :

— les infrastructures de circulation et le transport collectif

Les axes routiers sont un atout majeur du développement de Laval mais certaines parties du réseau sont surchargées ou atteignent leur pleine capacité d'accueil. Le plan d'action 1988-1998 du ministère des Transports du Québec et le schéma d'aménagement de la MRC ont reconnu cette situation. Plusieurs projets sont envisagés : par exemple, le prolongement et l'achèvement de l'autoroute A-440, le réaménagement et l'amélioration d'une partie de l'autoroute A-15, le prolongement éventuel de l'A-25 et le projet d'un pont dans l'est de l'île. De même, lors de la création d'un organisme régional des transports pour la région de Montréal (ORT), le prolongement de la ligne 2 du métro vers Laval a été annoncé.

— l'environnement

Au cours des récentes années, le projet d'une usine de traitement des eaux usées à Laval a fait plusieurs fois l'actualité. Bien que plusieurs intervenants locaux, régionaux et gouvernementaux aient déjà étudié ce sujet et fait des recommandations à son égard, aucune décision n'a encore été prise. La gestion des déchets fait aussi partie du dossier de l'environnement : un plan de gestion doit être établi en raison de la fermeture du site d'enfouissement de la carrière Miron prévue pour 1994. Une des avenues envisagées est le recyclage des déchets.

— la santé et les services sociaux

La désignation prochaine de Laval comme région socio-sanitaire lui procurera une autonomie nouvelle et ouvrira la porte à une expérience de décentralisation poussée. C'est du moins le souhait de la Table de concertation de la santé et des services sociaux de Laval. Des propositions précises sont en outre sur la place publique : par exemple, la reconnaissance d'une institution hospitalière universitaire, plus de lits en hébergement et soins prolongés ou bien même un nouvel hôpital.

— le parc scientifique et de haute technologie

Inauguré officiellement en septembre 1989, issu d'une coopération entre la Ville de Laval, des entreprises et des universités, le parc scientifique et de haute technologie est une pièce majeure du développement et de la diversification de l'économie lavalloise. Plusieurs entreprises de pointe s'y retrouvent déjà, dont l'Institut Armand-Frappier, propriétaire d'une partie des terrains. La CODEL a le mandat de gérer le développement du parc. Un plan de prospection de nouvelles entreprises devrait être élaboré au cours de 1990. Une étude de faisabilité a également été réalisée pour définir

le projet d'un Centre d'innovation technologique qui devrait accueillir des entreprises de haute technologie en phase de démarrage et qui devrait devenir un lieu de coopération entre les institutions de recherche et les entreprises.

— la mise en valeur de la zone agricole

L'organisation en 1989 par la CODEL d'un colloque d'orientation de l'agriculture et de l'horticulture à Laval témoigne bien de l'importance de ces activités pour la région. La mise en valeur de la zone agricole est une priorité pour plusieurs intervenants. Afin d'appuyer l'exploitation de son potentiel agricole, la Ville de Laval a prévu procéder à l'acquisition et au remembrement de terrains tout en participant à la création éventuelle d'un centre d'agriculture biologique et en favorisant la création de « serres-condominiums » (des serres aménagées pouvant être louées ou vendues pour exploitation).

— la préoccupation de la personne

Plus de 97 000 ménages résident à Laval. La préoccupation du bien-être et du cadre de vie de cette population est une des priorités de l'administration locale. La Ville a d'ailleurs reçu le prix de la Famille (1990) attribué par la Fédération des Unions de familles du Québec. Ce prix a été accordé en reconnaissance de l'ensemble des actions prises en faveur des familles, notamment pour la mise sur pied 24 heures sur 24 d'un service d'urgence destiné aux ménages dans le besoin et pour le programme d'aide à l'implantation de garderies. De telles actions devraient se poursuivre, par exemple dans le cadre de nouveaux programmes pour les personnes âgées et retraitées, dont la construction d'un centre communautaire. Mentionnons de plus la création récente d'un Conseil consultatif multiculturel et le projet d'un Sommet de la personne et de la vie communautaire qui est envisagé par l'administration lavalloise.

— la mise en valeur des espaces naturels

L'amélioration de la qualité du milieu de vie est un objectif fondamental du schéma d'aménagement de la MRC de Laval. Un tel objectif signifie entre autres la protection des boisés, des îles et des berges de l'île Jésus. Au début de 1990, la Ville a créé à cet effet une Conférence municipale sur les bois, les berges, les îles et les rivières. Son principal mandat sera de préparer une stratégie de protection et d'acquisition d'espaces naturels, ceci éventuellement en collaboration avec les municipalités situées en bordure nord et ouest de la rivière des Milles-Îles. Un projet d'espace de plein air, semblable à celui de l'actuel Centre de la nature, est aussi envisagé pour la partie ouest de Laval.

Ces dossiers n'épuisent certes pas la liste des préoccupations ou des priorités de tous les intervenants régionaux. Mais ils sont apparus comme étant les plus stratégiques et les plus d'actualité.

CONCLUSION

« Je crois que nous sommes une composante dynamique et un pôle d'équilibre dans le développement de la région métropolitaine »
(Monsieur Gilles Vaillancourt, maire de Laval, Finance, 11 décembre 1989)

Laval est devenue un pôle urbain accueillant des fonctions diversifiées comme l'habitation, l'industrie, le commerce et l'agriculture. Elle est en outre inscrite dans une métropole de 2,9 millions de personnes et de plus de 1,4 millions d'emplois. À ce titre, elle partage avec les villes environnantes, particulièrement celles de l'île de Montréal, des échanges quotidiens et importants touchant aussi bien la main-d'œuvre que les entreprises.

Le développement de Laval, pour ce qui est des commerces, des services ou de la fabrication, a renforcé l'autonomie de la région. Mais elle reste une participante d'une économie métropolitaine plus large, dominée par Montréal. Deux chiffres suffisent à concrétiser cette observation : Laval a une main-d'œuvre estimée en 1989 à 162 000 personnes alors que les entreprises de son territoire offraient en 1988 environ 94 000 emplois. Laval est ainsi partie prenante des enjeux de développement de la métropole montréalaise tout en ayant des défis spécifiques à relever pour son propre développement. Plusieurs de ces derniers ressortent de ce profil régional.

Ainsi la population lavalloise est relativement plus jeune que celle de Montréal, mais elle subit aussi un vieillissement accéléré. À Laval, les moins de 20 ans ont vu leur part baisser régulièrement, alors que la part des plus de 65 ans s'est beaucoup accrue. De plus, au cours des années, la région lavalloise a accueilli plusieurs immigrants qui ont fait augmenter l'importance des allophones. À Laval, comme dans l'ensemble de la métropole, ces changements démographiques nécessiteront des adaptations dans plusieurs domaines dont la santé, les services sociaux et l'enseignement.

Au plan du marché du travail, il existe une grande interdépendance entre Laval et les autres territoires de la métropole. Le nombre élevé de déplacements domicile-travail que cela entraîne représente un enjeu majeur en matière de développement des infrastructures de circulation. C'est entre autres pour cette raison que le parachèvement du réseau autoroutier et la prolongation éventuelle du métro vers Laval sont devenus des dossiers prioritaires.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance économique et le redéploiement industriel qui touchent la région métropolitaine affectent aussi la région de Laval. Ainsi, depuis quelques années on observe une augmentation du nombre de prestataires de l'assurance-chômage dans la région de Laval traduisant encore une fois l'interdépendance des économies.

Néanmoins, la région attire de nouveaux établissements sur son territoire. D'une part, Laval bénéficie de la relocalisation de plusieurs établissements à l'intérieur de la région métropolitaine. D'autre part, son dynamisme propre favorise l'émergence de nouvelles entreprises, en particulier dans les services : le nombre d'établissements dans cette activité économique s'est accru dans la région de 44 % entre 1981 et 1988.

D'autres enjeux régionaux pourraient être soulevés, comme l'accroissement de l'autonomie régionale, le développement optimal de la zone agricole en harmonie avec les zones urbanisées, le développement du tourisme (en particulier le tourisme d'agrément), l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement par l'établissement de parcs régionaux et l'épuration des eaux usées.

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec